

**Département des Bouches du Rhône
Commune de La Bouilladisse**

**Enquête Publique
portant sur le projet d'établissement d'un
PLAN de PREVENTION des RISQUES MINIERS
et CARRIERES SOUTERRAINES de PIERRE à CIMENT
du 7 novembre au 7 décembre 2022**

Direction Départementale des Territoires et de la Mer

ANNEXES



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône**

Arrêté prescrivant l'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur la commune de *La Bouilladisse*

Le Préfet de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône
Officier de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

VU le Code Minier, notamment son article L.174-5 ;

VU le Code de l'Environnement, notamment ses articles L.122-4, L.562-1 à L.562-7, R.122-17 à R.122-18 et R.562-1 et suivants ;

VU le Code des Assurances, notamment l'article L.125-1 et suivants ;

VU le Code Civil, notamment les articles L.552, L.553 et L.1384 ;

VU la Loi du 2 février 1995 n°1995-101 relative au renforcement de la protection de l'environnement ;

VU la Loi n°2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages,

VU le Décret n°95-1089 du 5 octobre 1995, modifié par le décret n°2005-3 du 4 janvier 2005, relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles ;

VU le Décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles L. 174-5 à L. 174-11 du Code Minier ;

VU la Circulaire du 6 janvier 2012 relative à la prévention des risques miniers résiduels ;

VU la Circulaire du 3 juillet 2007 relative à la consultation des acteurs, la concertation avec la population et l'association des collectivités territoriales dans les plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ;

VU l'étude éditée le 22/01/2016 réalisée par le groupement public GEODERIS démontrant la présence d'aléas miniers résiduels sur la commune de *La Bouilladisse* ;

VU le Porter à connaissance du Préfet des Bouches-du-Rhône, en date du 3 août 2017, de la révision et de la mise à jour des aléas liés à l'ancienne activité minière sur le bassin de lignite de Provence ;

VU l'étude réalisée par l'INERIS, éditée le 22/06/2020, mettant à jour les aléas liés aux carrières souterraines de pierre à ciment ;

CONSIDÉRANT les risques liés à la présence d'anciennes exploitations minières et d'anciennes carrières de pierre à ciment notamment ceux du type mouvements de terrain mis en évidence par les études d'aléas sur le territoire de la commune de *La Bouilladisse* ;

CONSIDÉRANT que ces phénomènes sont susceptibles de compromettre la sécurité des personnes et des biens ;

CONSIDÉRANT les réunions d'association tenues le 9 novembre 2018 et le 11 mars 2019 avec la commune et la Métropole Aix-Marseille-Provence depuis le Porter-à-connaissance du 3 août 2017 ;

CONSIDÉRANT qu'en application du titre II. de l'article R. 122-7 du Code de l'Environnement les PPR font partie des documents susceptibles de faire l'objet d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas ;

CONSIDÉRANT l'arrêté n°F-093-19-P-0102 en date du 17 octobre 2019 portant décision après examen au cas par cas de la non soumission à évaluation environnementale du Plan de Prévention des Risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment de la commune de **La Bouilladisse** ;

SUR proposition du Directeur Départemental de Territoires et de la Mer ;

ARRÊTE

Article premier : Prescription

L'établissement d'un Plan de Prévention des Risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment est prescrit sur le territoire de la commune de **La Bouilladisse**.

Article 2 : Périmètre du projet

Le périmètre d'étude du P.P.R correspond aux limites administratives de la commune de **La Bouilladisse**.

Article 3 : Nature des risques pris en compte

La nature des risques pris en compte au titre du présent P.P.R. sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière.

Sera pris également en compte dans le P.P.R., la mise à jour des aléas liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment.

Article 4 : Évaluation environnementale

Conformément à l'article R.562-2 du Code de l'Environnement, la décision de l'autorité de l'État compétente en matière d'environnement est annexée à ce présent arrêté.

Article 5 : Services instructeurs

La Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 13) et la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL PACA) sont chargées d'instruire et d'élaborer le Plan de Prévention des Risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment prévu à l'article premier.

Article 6 : Modalités d'association

Les modalités d'association, prévues en application du R.562-2 du Code de l'Environnement, sont définies comme suit :

Une réunion a minima sera organisée avec les collectivités territoriales et les établissements publics de coopération intercommunale concernés au cours de laquelle seront présentées les différentes composantes du dossier (cartographie des aléas et des enjeux, plan de zonage réglementaire et règlement) et seront recueillies leurs observations et remarques.

Article 7 : Modalités de concertation

Les modalités de concertation, prévues en application du R. 562-2 du Code de l'Environnement, sont définies de la manière suivante :

- la DDTM et la DREAL proposeront, à la demande de la commune ou de la Métropole, des articles expliquant la démarche afin qu'ils puissent être insérés dans des publications municipales ou communautaires,
- un dossier complet sera consultable sur le site internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante:
<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Securite-civile/La-prevention>,
- le public pourra interroger et formuler des observations auprès de la DDTM et de la DREAL pendant toute la phase de concertation, soit par courrier, soit par courriel à partir du site internet cité ci-dessus,
- a minima, une réunion publique d'information et d'échange sur les effets du projet de P.P.R. minier et carrières souterraines de pierre à ciment sera organisée,
- des documents de communication et de vulgarisation destinés au public seront mis à disposition.

Article 8 : Notification

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Maire de **La Bouilladisse** et à Madame la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence.

Article 9 : Délai de recours

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 10 : Mesures de publicité

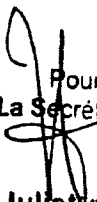
Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Bouches-du-Rhône. Cet arrêté sera, conformément au décret n° 2000-547 du 16 juin 2000 relatif à l'application des articles L. 174-5 à L. 174-11 du Code Minier, publié dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département. L'arrêté sera également affiché pendant un mois à la mairie de **La Bouilladisse** et au siège de la Métropole Aix-Marseille-Provence selon l'article R. 562-2 du Code de l'Environnement. Ces mesures de publicité seront attestées par un certificat du maire et de la présidente de la Métropole et transmis au service instructeur. Un avis public mentionnant cet affichage sera inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département par le service instructeur.

Article 11 :

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
Monsieur le Maire de **La Bouilladisse**,
Madame la Directrice de Cabinet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le **22** JUL. 2020


Pour le Préfet
La Secrétaire Générale
Juliette RIGNAT



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la
Légalité et de l'Environnement**

**Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Mission Environnement et Enquêtes publiques**

Arrêté préfectoral

**portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de
prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la
commune de la BOUILLADISSE.**

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud
Préfet des Bouches-du-Rhône**

VU le code de l'environnement, notamment les articles L123-1 à L123-16, R123-1 à R123-17 relatifs au champ d'application des enquêtes publiques et au déroulement de la procédure administrative de ces enquêtes ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L562-1 et suivants et R562-1 à R562-10 relatifs aux plans de prévention des risques (PPR) naturels prévisibles et à leur procédure d'élaboration ;

VU le code Minier, notamment son article L.174-5 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU les dispositions en vigueur prescrivant les mesures sanitaires applicables dans le cadre de l'épidémie de la covid-19 ;

VU l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2020 prescrivant l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques (PPR) Miniers et Carrière souterraine (pierre à ciment) sur la commune de LA BOUILLADISSE,

VU la décision de l'Autorité Environnementale n°F-093-19-P-0102, après examen au cas par cas, en date du 17 octobre 2019, indiquant que l'élaboration du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de LA BOUILLADISSE n'est pas soumise à évaluation environnementale ;

VU le bilan de la phase de concertation publique qui s'est déroulée du 19 mai 2021 au 19 juillet 2021 ;

VU le bilan de la consultation des Personnes et Organismes Associés menée d'octobre 2021 à décembre 2021 ;

VU l'avis réservé du 08 décembre 2021 du Président de la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône ;

VU les pièces du dossier accompagnant la demande précitée ;

VU le courrier assorti d'une note de présentation non technique produit le 22 août 2022 par la Direction départementale des Territoires et de la Mer (Service Urbanisme/Pôle Risques) laquelle sollicite l'engagement de la procédure d'enquête publique ;

Place Félix Baret - CS 80001 - 13282 Marseille Cedex 06 -

Téléphone : 04.84.35.40.00

www.bouches-du-rhone.gouv.fr

VU la liste départementale des commissaires enquêteurs pour l'année en cours ,

VU l'arrêté dressant la liste des journaux habilités à publier les annonces légales dans le département des Bouches-du-Rhône pour l'année en cours ;

VU la décision n°E22000071/13 du 07 septembre 2022 de la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille désignant le commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête publique ;

CONSIDERANT que le dossier d'enquête comporte l'ensemble des pièces exigées à l'article R 123-8 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de soumettre le projet à une enquête publique dans les formes prévues aux articles R123-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les dispositions requises relatives à la crise sanitaire liée au Covid-19 sont compatibles avec la tenue de ladite enquête publique, dans le respect des prescriptions réglementaires y afférentes et des règles de sécurité sanitaire en vigueur ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet de l'enquête

Il sera procédé, pendant trente et un jours consécutifs, **du lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus**, à l'ouverture d'une enquête publique, en mairie de LA BOUILLADISSE (siège de l'enquête), portant sur l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques miniers (lignite) et la révision du Plan de Prévention des Risques carrière souterraine (pierre à ciment) sur le territoire de la commune de LA BOUILLADISSE.

Article 2 : Désignation du commissaire enquêteur

A été désigné, en qualité de commissaire enquêteur, Monsieur RECEVEUR Joseph Ancien Directeur établissement social, retraité.

Article 3 : Procédure et déroulement de l'enquête

3.1 Mesures générales liées à l'épidémie de covid 19

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation des dossiers aux lieux d'enquête et lors des permanences du commissaire enquêteur.

3.2 Le dossier d'enquête

Le dossier d'enquête sur support papier accompagné d'un registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, sera tenu à la disposition du public, en mairie de LA BOUILLADISSE

(Mairie de LA BOUILLADISSE - Accueil de la Mairie - place de la Libération, Hôtel de ville 13720 LA BOUILLADISSE), siège de l'enquête, pendant une durée de trente et un jours consécutifs, du lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus, afin que chacun puisse les consulter aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au jeudi 8h à 12h et 13h30 à 17h30 et le vendredi de 13h30 à 17h30) et consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête ouvert à cet effet.

Le dossier d'enquête publique est par ailleurs consultable, pendant toute la durée de l'enquête, à l'adresse internet suivante: <https://www.registredemat.fr/pprmc-labouilladisse> et accessible depuis le lien disponible sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Bouilladisse-la>.

Le dossier d'enquête peut également être consulté, pendant la même période, sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau N°421 - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) / 06 70 89 60 02).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, en s'adressant auprès de la direction susmentionnée de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Le dossier d'enquête publique comporte, en application des articles L123-9 et R 122-17 du code de l'Environnement, la décision de l'Autorité Environnementale n°F-093-19-P-0102, après examen au cas par cas, en date du 17 octobre 2019, indiquant que l'élaboration du plan de prévention des risques miniers (PPRM) de LA BOUILLADISSE n'est pas soumise à évaluation environnementale.

3.3 Propositions et observations du public

Pendant la durée de l'enquête, le public¹ pourra consigner ses observations et propositions du lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus :

- sur le registre d'enquête publique établi sur feuillets non mobile coté et paraphé par le commissaire enquêteur, disponible en mairie de LA BOUILLADISSE ;

- sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert sur le site internet suivant <https://www.registredemat.fr/pprmc-labouilladisse> ou accessible depuis le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône précité. Le registre dématérialisé sera ouvert du lundi 07 novembre 2022 (9h00) au mercredi 07 décembre 2022 (17h00) ;

- par courriel à l'adresse suivante: pprmc-labouilladisse@registredemat.fr du lundi 07 novembre 2022 (9h00) au mercredi 07 décembre 2022 (17h00) ;

- par voie postale au commissaire enquêteur au siège de l'enquête.

En outre, les observations écrites et orales seront reçues par le commissaire enquêteur, Monsieur Joseph RECEVEUR qui se tiendra à la disposition du public, au siège de l'enquête, à l'adresse précitées, aux jours et heures suivants :

- Lundi 7 novembre 2022	de 14 h à 17 h ;
- Mercredi 16 novembre 2022	de 9 h à 12 h ;
- Jeudi 24 novembre 2022	de 14 h à 17 h ;
- Vendredi 2 décembre 2022	de 14 h à 17 h ;
- Mercredi 7 décembre 2022	de 14 h à 17 h.

Le commissaire enquêteur pourra, s'il l'estime nécessaire, faire application des dispositions prévues aux articles R123-14 à R123-17 du code de l'environnement.

1 - Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.

Conformément à l'article R123-13 (modifié par décret n°2021-837 du 29 juin 2021) du code de l'environnement, les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites et orales émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête, aux heures d'ouverture au public.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité.

Par ailleurs, l'ensemble des observations et propositions du public seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Le maire de la commune sur le territoire de laquelle le plan doit s'appliquer est entendu par le commissaire enquêteur une fois consigné ou annexé au registre d'enquête l'avis du conseil municipal.

Article 4 : Publicité de l'enquête

Un avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique et établi conformément aux dispositions des articles L.123-10, R.123-9 et R.123-11 du code de l'environnement sera publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé, par les soins du maire concerné, dans la commune de LA BOUILLADISSE, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci.
L'accomplissement de cette formalité incombe au maire et devra être certifié par lui.

L'avis sera également affiché, dans les mêmes conditions de délai et de durée, à la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

Cet avis d'enquête sera également publié par les soins du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, en caractères apparents dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département des Bouches-du-Rhône, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé à l'identique dans les huit premiers jours de celle-ci.

Enfin, l'avis d'enquête sera publié par voie dématérialisée sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci.

Article 5 : Clôture de l'enquête

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera mis à la disposition du commissaire enquêteur et clos par lui.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le responsable du projet et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le pétitionnaire disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Le commissaire enquêteur établira un rapport, conformément aux dispositions de l'article R.123-19, alinéa 2 du code de l'environnement, qui relatera le déroulement de l'enquête et examinera les observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que les réponses éventuelles du responsable du projet.

Il consignera, dans un document séparé, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au Préfet des Bouches-du-Rhône l'exemplaire du dossier de l'enquête, accompagné du registre et pièces annexées, avec le rapport et ses conclusions motivées.

Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à la Présidence du Tribunal Administratif de Marseille.

Article 6 : Consultation du rapport et conclusions du commissaire enquêteur

Copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera :

- adressée par le Préfet à la mairie de la commune où s'est déroulée l'enquête pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête;
- adressée par le Préfet à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer - Service Urbanisme/ Pôle Risques - 16, rue Antoine Zattara - 13332 MARSEILLE cedex 3;
- tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête à la Préfecture des Bouches-du-Rhône (Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement/ BUPCE Bureau 404) et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet de la Préfecture des Bouches du Rhône.

Article 7 : Décision adoptée au terme de l'enquête

A l'issue de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques Miniers/ Carrière souterraine, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement). Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

Article 8 : Personne responsable du projet

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer – 16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme /Pôle Risques - Tel: 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Article 9 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
- Le Maire de la commune de LA BOUILLADISSE
- Le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,
- Le Commissaire enquêteur,

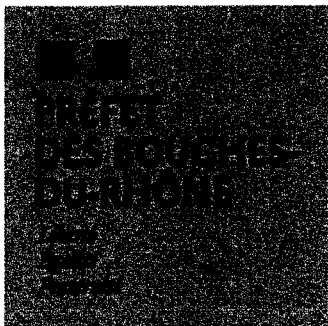
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Présidente du Tribunal Administratif de Marseille ainsi qu'à la Présidente de la Métropole Aix Marseille Provence.

Fait à Marseille, le 9 mai 2022
Le Secrétaire Général



Yvon CORDIER

**Direction de la Citoyenneté, de la
Légalité et de l'Environnement**



**Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Mission Environnement et Enquêtes publiques**

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 30 septembre 2022, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de LA BOUILLADISSE.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-et-un jours consécutifs, **du lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus**, en mairie de LA BOUILLADISSE (Mairie de LA BOUILLADISSE - Accueil de la Mairie - place de la Libération, Hôtel de ville 13720 LA BOUILLADISSE), siège de l'enquête.

Selon la réglementation en vigueur applicable au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face au contexte sanitaire/COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne pourra :

- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au jeudi 8h à 12h et 13h30 à 17h30 et le vendredi de 13h30 à 17h30);
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421) – Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) / 06 70 89 60 02.
- consulter le dossier via le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse: <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Bouilladisse-la> ou sur le registre dématérialisé <https://www.registredemat.fr/pprmc-labouilladisse> ;
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de LA BOUILLADISSE;
- consigner ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet suivant <https://www.registredemat.fr/pprmc-labouilladisse> ou

accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture ou par courriel à l'adresse suivante: pprmc-labouilladisse@registredemat.fr, du lundi 07 novembre 2022 (09H00) au mercredi 07 décembre 2022 (17h00) inclus.

Monsieur RECEVEUR Joseph Ancien Directeur établissement social, retraité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- | | |
|-----------------------------|------------------|
| - Lundi 7 novembre 2022 | de 14 h à 17 h ; |
| - Mercredi 16 novembre 2022 | de 9 h à 12 h ; |
| - Jeudi 24 novembre 2022 | de 14 h à 17 h ; |
| - Vendredi 2 décembre 2022 | de 14 h à 17 h ; |
| - Mercredi 7 décembre 2022 | de 14 h à 17 h. |

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public¹ transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité ou accessible depuis site internet de la Préfecture précité.

Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

A l'issue de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques Miniers/ Carrière souterraine, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme /Pôle Risques - Tel: 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Fait à Marseille, le 07/10/2022

Le Chef de Bureau de l'Utilité
Publique, de la Concertation et
de l'Environnement

¹ Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE MARSEILLE

07/09/2022

N° E22000071 /13

LA PRÉSIDENTE DU TRIBUNAL
ADMINISTRATIF

Décision désignation commission ou commissaire

Vu enregistrée le 23 août 2022, la lettre par laquelle le Préfet des Bouches-du-Rhône demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet le Plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur la commune de La Bouilladisse.

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants.

Vu le code de l'urbanisme.

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2022.

DECIDE

ARTICLE 1 : Monsieur Joseph Receveur est désigné en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

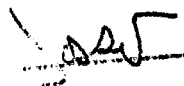
ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à M. le Préfet des Bouches-du-Rhône et à Monsieur Joseph Receveur.

Copie en sera adressée à la Direction départementale des Territoires et de la Mer.

Fait à Marseille, le 7 septembre 2022

La Première Vice-Présidente,



Muriel JOSSET

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE**

31 rue Jean-François Leca
13235 MARSEILLE CEDEX 02
Téléphone : 04.91.13.48.13
Télécopie : 0491.81.13.87/89

Greffé ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h15

E22000071 / 13

Monsieur Joseph RECEVEUR
Villa les Pins
301 chemin de la Perussonne
13400 AUBAGNE

Dossier n° : E22000071 / 13
(à rappeler dans toutes correspondances)

COMMUNICATION DECISION DESIGNATION COMMISSAIRE ENQUETEUR

Objet : Plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur la commune de La Bouilladisse

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, une copie de la décision par laquelle la 1ère vice-présidente du tribunal vous a désigné en qualité de commissaire enquêteur.

En application de l'article L. 123-5 du code de l'environnement, je vous remercie de me faire parvenir, par retour de courrier, la déclaration sur l'honneur ci-jointe dûment complétée et signée, dans l'hypothèse où l'original n'a pas encore été transmis au président du tribunal administratif.

Je vous rappelle qu'en application des dispositions de l'article R. 123-19 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur transmet à l'autorité organisatrice l'exemplaire du dossier de l'enquête accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du tribunal administratif, dans les délais légalement définis par l'article L. 123-15.

Afin de permettre le règlement futur de vos indemnités et le versement des cotisations et contributions sociales, vous voudrez bien adresser au tribunal, à l'issue de l'enquête publique, votre état de frais dûment complété accompagné des justificatifs ainsi que l'original d'un RIB ou RIP et votre numéro de sécurité sociale.

Je vous prie de bien vouloir recevoir, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le greffier en chef,
ou par délégation,

Muriel Mendes

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Marseille, le 11/09/2022

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE MARSEILLE**

31 rue Jean-François Leca
13235 MARSEILLE CEDEX 02
Téléphone : 04.91.13.48.13
Télécopie : 0491.81.13.87/89

Greffe ouvert du lundi au vendredi de
8h30 à 12h00 - 13h30 à 16h15

E22000071 / 13

Monsieur Joseph RECEVEUR
Villa les Pins
301 chemin de la Perussonne
13400 AUBAGNE

Dossier n° : E22000071 / 13
(à rappeler dans toutes correspondances)

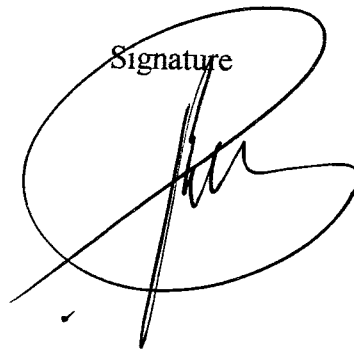
DECLARATION SUR L'HONNEUR

Enquête publique : Plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur la commune de La Bouilladisse

Je soussigné, Monsieur Joseph Receveur, demeurant Villa les Pins 301 chemin de la Perussonne à Aubagne (13400), désigné pour l'enquête publique susvisée, déclare sur l'honneur ne pas être intéressé à l'opération à titre personnel ou en raison de mes fonctions, notamment au sein de la collectivité, de l'organisme ou du service qui assure la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'oeuvre ou le contrôle de l'opération soumis à enquête au sens des dispositions de l'article L. 123-5 du code de l'environnement.

A Aubagne
Le 12/09/2022.

Signature



Compte rendu Réunion de travail

au siège de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer

- Date :** - le 14 octobre 2022 de 10 h à 12 h
- Objet :** - Préparation de l'enquête publique des communes de Gardanne et de La Bouilladisse
- Présents :** - Mr TERRAMORSI S. Adjoint
- Mr TORRENS S. Chargé d'études
- Mr PEPE J.C. Commissaire enquêteur pour la Commune de Gardanne
- Mr RECEVEUR J. Commissaire enquêteur pour la Commune de La Bouilladisse

Contenu de la séance :

A l'aide d'un support « DIAPORAMA » les professionnels de la D.D.T.M. présentent aux deux commissaires enquêteurs l'ensemble des projets soumis à l'enquête publique :

- Les Zones concernées,
- Les Aléas présents,
- Les Enjeux,
- Les Risques encourus.

Cette présentation s'appuie sur les aspects historiques, géologiques, techniques, stratégiques et réglementaires qui découlent de l'exploitation minière (lignite) et carrières souterraines, pierre à ciment, sur les deux communes.

Ont été présentés :

- Les résultats de la phase de concertation du Public (octobre 2021)
- Le bilan de la Consultation des Personnes et Organismes Associés (P.O.A.)
- L'avis, au cas par cas, de l'autorité environnementale qui décrète que l'élaboration du P.R.R.M. de la Bouilladisse n'est pas soumis à l'évaluation environnementale,
- La participation assez modeste de la population à la réunion publique,
- La réponse apportée par courrier (postal ou électronique) par la D.D.T.M. à chacune des observations formulées pendant la phase de concertation.

En ce qui concerne la consultation des P.O.A., deux courriers ont été adressés au Maître d'Ouvrage (par la Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône et le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône). **Le Maître d'Ouvrage n'a pas répondu à ces deux questions qui seront posées par le commissaire enquêteur.**

Rendez-vous est pris pour une prochaine réunion d'après-enquête.

Le commissaire enquêteur

Joseph RECEVEUR

**AMENAGEMENT DES PERMANENCES DES COMMISSAIRES
ENQUETEURS AFIN DE LUTTER CONTRE LA COVID-19**

**RECOMMANDATIONS DESTINEES AUX COLLECTIVITES ET AUX COMMISSAIRES
ENQUETEURS**

Mesures transversales :

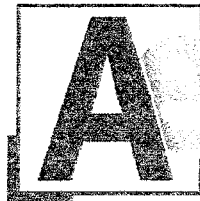
- concernant le local mis à disposition du commissaire enquêteur, il est préconisé :
 - qu'il dispose d'une seule table, d'une chaise pour le commissaire enquêteur, d'une chaise pour la personne qu'il reçoit et éventuellement de quelques autres chaises distantes de plus d'un mètre les unes des autres pour le public qui attend d'être reçu ;
 - que la profondeur de la table à laquelle est installée le commissaire soit d'au moins un mètre ;
 - qu'il dispose d'une fenêtre pouvant s'ouvrir vers l'extérieur.
- nettoyer régulièrement les parties touchées par le commissaire-enquêteur, et notamment la table et la chaise le matin avant l'heure d'ouverture de l'enquête et le soir au départ du commissaire enquêteur ;
- nettoyer régulièrement les parties touchées par le public, notamment les tables et les chaises, à chaque consultation de dossier et utilisation du registre d'enquête ;
- des lingettes nettoyantes à usage unique peuvent être mises à disposition du commissaire enquêteur et du public.

Aménagement du local mis à disposition du commissaire enquêteur :

- afficher dès l'entrée, de manière visible, l'affiche Santé publique France et l'affiche « Permanence du commissaire enquêteur, les bons gestes à adopter » ;
- mise en place de plexiglas entre le public et le commissaire enquêteur, si possible ;
- mise à disposition de gel hydroalcoolique ;
- mise en place d'un marquage au sol de sorte que les personnes se tiennent à environ un mètre les unes des autres ;
- privilégiez un sens de circulation, si la pièce le permet.

Pendant les permanences :

- aérer la pièce plusieurs fois par jour ;
- à l'arrivée du public, inviter les personnes à porter un masque et se laver les mains avec du gel hydroalcoolique à l'entrée et à la sortie de la pièce ;
- le dossier d'enquête pourra être consulté à tour de rôle. Il est possible d'installer plusieurs personnes dans la pièce si elles sont séparées au moins d'un mètre et/ou prévoir un espace d'attente supplémentaire permettant une distanciation suffisante ;
- l'utilisation de matériel de projection peut être mis en œuvre afin de visionner en commun (commissaire enquêteur et public) les pièces du dossier et les documents graphiques, cette disposition permet de respecter la distanciation souhaitée. Le commissaire enquêteur concerte préalablement la collectivité ;
- les documents graphiques (plans de zonage, de prescriptions...) peuvent être disposés sur des supports verticaux (murs, tableaux...), pour permettre au public d'identifier les points suscitant son intérêt, il est souhaitable que ces documents soient à une échelle adaptée.
- en cas de forte affluence du public, pour les personnes ne souhaitant pas prolonger leur temps d'attente, leur accueil pourra faire l'objet de prises de rendez-vous en étroite collaboration avec le commissaire enquêteur ou le président de la commission d'enquête ;
- inciter les personnes à utiliser leur propre stylo pour la rédaction des observations sur le registre d'enquête ;
- nettoyer systématiquement après chaque usage les stylos mis à disposition.



Autorité environnementale

<http://www.sgedd.developpement-durable.gouv.fr/3-autorite-environnementale-r145.html>

**Décision d'autorité environnementale,
après examen au cas par cas, sur l'élaboration
du plan de prévention des risques miniers (PPRM)
de la commune de La Bouilladisse (13)**

n° : F-093-19-P-0102

Décision n° F-093-19-P-0102 en date du 17 octobre 2019

Considérant les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées, ainsi que les incidences prévisibles du plan sur l'environnement ou la santé humaine, en particulier :

- La Bouilladisse, commune de 1 271 ha, est passée de 2 231 habitants en 1975 à 6 135 en 2016, soit une progression de plus de 175 %, étant souligné que ce taux est en baisse puisqu'il a été de 0,5 % par an entre 2011 (5 997 habitants) et 2016,
- 977 habitants étant exposés aux aléas et 280 en zone inconstructible,
- les effets positifs du PPRM qui encadrera le bâti et la constructibilité en fonction de la présence ou non d'aléa,
- en présence de zones naturelles d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) de type II et d'éléments de la trame verte et bleue identifiés au schéma régional de cohérence écologique (réservoir de biodiversité, corridors écologiques, espace de mobilité de cours d'eau, plans d'eau, zones humides et zones rivulaires), et à proximité de sites Natura 2000 (ZSC et ZPS), de ZNIEFF de type I, et d'autres éléments de la trame verte et bleue (cours d'eau identifié comme réservoir de biodiversité et corridor écologique),
- les effets positifs du PPRM qui rendra inconstructibles 1,3 ha de superficies à enjeux liés à la présence de milieux naturels inventoriés ou protégés, sur une superficie totale de 102,6 ha de zones urbanisées ou urbanisables ayant de tels enjeux,
- les effets négatifs indirects du PPRM en termes d'urbanisation induite, qui peuvent se produire sur les zones urbanisées ou urbanisables présentant les enjeux de milieux naturels inventoriés ou protégés mais non rendues inconstructibles par le PPRM, ce qui représente 101,3 ha de la commune, mais étant précisé que les secteurs devenant inconstructibles dans les zones sans enjeux de milieux naturels inventoriés ou protégés représentent 8,3 ha alors que les secteurs constructibles sans enjeu de ce type sont largement dimensionnés (168,6 ha), ce qui devrait permettre d'organiser les reports d'urbanisation hors de ces zones,
- l'absence d'autre effet identifié sur les zones présentant un enjeu environnemental ;

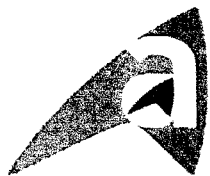
Concluant que,

- au vu des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des autres informations et contributions portées le cas échéant à la connaissance de l'autorité environnementale à la date de la présente décision, le plan de prévention des risques miniers (PPRM) de la commune de La Bouilladisse (13) à élaborer n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables négatives sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 susvisée ;

Décide :

Article 1^{er}

En application de la section deux du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, l'élaboration du plan de prévention des risques miniers de la commune de La Bouilladisse (13), n° F-093-19-P-0102, présentée par la direction départementale des territoires et de la mer des Bouches-du-Rhône, n'est pas soumise à évaluation environnementale.



**AGRICULTURES
& TERRITOIRES**
CHAMBRE D'AGRICULTURE
BOUCHES-DU-RHÔNE

ANNEXE N° 8

M. Le Directeur
DDTM des Bouches-du-Rhône
16 rue Antoine Zattara
13332 MARSEILLE CEDEX 3

Service Urbanisme / Pôle Risques Naturels

Aix-en-Provence, le 8 décembre 2021

Bâtiment Sainte-Victoire
Maison des agriculteurs
22 avenue Henri Pontier
13627 AIX-EN-PROVENCE Cedex 1
Tél. : 04 42 23 06 11
Fax. : 04 42 63 16 90

www.chambre-agriculture13.fr
la meilleure adresse du terroir

N/Réf : CM/MD

N° : 1107

Objet : Avis Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône – consultation des POA –
Projets de PPRM de La Bouilladisse

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de la consultation des personnes et organismes associés, j'ai l'honneur de vous faire part de l'avis de la Chambre d'agriculture des Bouches-du-Rhône sur le projet de PPR Miniers de la commune de La Bouilladisse.

L'analyse des éléments transmis pour ce projet, ainsi que notre participation à la réunion organisée par vos services en décembre 2020 nous amènent à vous faire part des remarques ci-après.

Nous notons que quel que soit le niveau d'aléa, l'utilisation agricole du sol est possible sous formes de cultures, parcs et clôtures. Néanmoins nous notons que l'implantation de serres ou tunnels y est interdite dans les zones en violet, zones qui sont considérées directement exposées à un aléa effondrement très préjudiciable.

Concernant la possibilité de création de serres ou de tunnels agricoles possibles en zone rouge (et également dans les zones en marron, bleu et vert) la nécessité de recourir à une étude qui vise à limiter les dommages à la structure vis-à-vis des aléas ou au droit du projet ne nous semble pas opportun pour ce type de projet compte tenu de la nature même de ce type de construction. Nous demandons donc que ce type de construction en soit exempté.

Nous notons également que la zone en marron ainsi que les zones en bleu et en vert ouvrent la possibilité, pour l'activité agricole, des constructions (et extensions) qui y sont liées et nécessaires. Concernant spécifiquement le bâti fonctionnel agricole, non dédié au logement de l'exploitant, nous attirons votre attention sur la nécessité que les niveaux de performance attendus pour ces types de bâtiment soient en relation avec les enjeux exposés. Ainsi nous considérons qu'il est important de pouvoir adapter ce niveau de performance attendu en présence d'enjeux qui seraient uniquement matériels.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
loi du 31/01/1924
Siret 181 300 054 00010
Code TVA Intercommunautaire
FR 28 181 300 054 00010
NAF 9411Z

Concernant les zones d'aléa échauffement pour lesquelles l'emploi du feu est interdit et notamment l'écobuage, nous tenons à vous alerter sur le fait que cette interdiction est susceptible de contraindre fortement les pratiques sylvopastorales dite de brulage dirigée.

Le secteur des Pinchiniers (le plus à l'est de la commune) concerné par ces risques miniers comporte notamment une zone agricole qui vient de bénéficier ce printemps d'une extension du réseau d'eau irrigation. Outre l'installation d'agriculteurs, qui s'est déjà concrétisé, ce secteur voit donc un confortement économique des agriculteurs en place ainsi qu'une contribution renforcée à la défense contre l'incendie sur ces massifs à risque et voit ses friches se réduire.

Les adaptations du règlement que nous souhaitons contribueraient à maintenir cette dynamique.

Pour ces raisons, la Chambre d'agriculture émet un avis réservé à la prise en compte de nos demandes sur le projet de PPRM de la commune La Bouilladisse.

Je vous prie de recevoir, Monsieur le Directeur, mes respectueuses salutations.

Le Président



Patrick LÉVEQUE

03 JAN. 2022
D.D.T.M.

Laure-Agnès CARADEC
Conseillère départementale - Vice-Présidente
Délégue à l'Aménagement du territoire, aux Equipements
structurants et au Financement des transports

Marseille, le 17 DEC. 2021

Signet	Direction					Services									
DDTM13	D	D	D	A	M	D	D	D	D	S	S	S	S	S	S
Chrono DIR	I	A	M	D	C	T	T	T	T	A	M	S	S	C	A
	R	L	J	T	M	C	H	A	R	F	E	R	H	T	J
Pr attribution															
Relation avec															
Pour info															
Observations :															

Monsieur Jean-Philippe d'ISSERNO
Directeur Départemental des Territoires et de la
Mer 13
Service Urbanisme - Pôle Risques Naturels
16 Rue Antoine Zattara
13392 MARSEILLE Cedex 3

Monsieur le Directeur,

Par courrier en date du 19 octobre 2021, vous avez saisi le Département pour avis sur le projet de Plan de Prévention des Risques (PPR) Miniers et Carrières souterraines de la commune de La Bouilladisse.

Ce projet de PPR s'applique aux parties du territoire de la commune de la Bouilladisse concernées par des aléas miniers résiduels et des aléas mouvements de terrain liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment. Certaines de nos routes départementales et de nos ouvrages d'art se situent dans les zones réglementées par ce projet de PPRM. C'est le cas des sections de routes départementales : D96, D45a, et D45e.

Dans ces conditions, le Département émet les remarques suivantes :

- Sur les règles s'appliquant aux projets nouveaux d'infrastructures publiques de transport

Concernant les projets routiers, les dispositions du règlement sont explicites : les infrastructures routières nouvelles (définies par la notion d'équipements techniques ou infrastructures de transport) sont clairement admises dans toutes les zones du PPR (zones Vi, R, M, B et Ve). La rédaction ci-après, est ainsi utilisée dans tous les articles du règlement : « La création ou l'extension des équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics (telles que les infrastructures routières) sont autorisés sous conditions, afin de limiter la vulnérabilité aux aléas miniers/carrières souterraines résiduels ».

Concernant les prescriptions sur les conditions de réalisation, d'utilisation et d'exploitation
• l'ensemble des interventions du Département pour la création ou l'extension des ouvrages, équipements et infrastructures, s'inscrivent bien évidemment, dans le cadre des règles des quatre PPR : « Une étude géotechnique spécifique devra être réalisée et définira selon le zonage intercepté, les dispositions constructives garantissant une tenue pérenne, la stabilité de ou des ouvrages et la sécurité des personnes, à la survenance des aléas miniers/carrières

souterraines résiduels au droit du projet (pour les zones Vi, R, M et B), à la survenance d'une mise en pente de 1% (pour les zones Vert). Les ouvrages créés (voiries, réseaux, aires de stationnement, équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics...) devront permettre un accès en sécurité aux ouvrages miniers tout en garantissant l'usage des projets »

Il est à noter qu'à la différence des autres zones moins restrictives, les projets de voiries situés en zones « Violet Vi » sont autorisés sous réserve de démontrer l'impossibilité d'une implantation alternative (Article II. 1.b).

- Sur les règles s'appliquant aux infrastructures existantes dans les différentes zones :

Les dispositions du règlement pour les infrastructures routières existantes sont explicites : *« Les travaux relatifs à l'entretien, au maintien en l'état et à la mise en sécurité des équipements et ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics »* sont autorisés dans toutes les zones du PPR (zones Vi, R, M, B et Ve).

Au regard de sa compétence voirie, le Département considère donc qu'il est autorisé explicitement dans le règlement des PPRM, à réaliser tous les travaux d'entretien et de réparation utiles pour remettre les voies en état à l'identique de l'existant, quel que soit le zonage du PPRM.

- Sur les mesures visant la sécurité et l'information du public :

Il est mentionné : *« Les maîtres d'ouvrage et exploitants d'ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux ainsi que les exploitants de certaines catégories d'établissements recevant du public garantissent aux services de secours la disposition d'une capacité suffisante de communication radioélectrique à l'intérieur de ces ouvrages et établissements (L. 732-3 Code de la Sécurité Intérieure) »*. Cette disposition ne concerne pas les routes départementales qui dans le secteur, sont toutes en extérieur.

Par ailleurs, l'article L.732-3 qui est cité ci-dessus, fait référence à un décret en conseil d'Etat qui fixe les catégories d'ouvrages et d'établissements soumis à ces obligations. Si toutefois l'Etat considère que les gestionnaires de voies sont concernés par cette disposition, le Département devra en être informé et le décret porté à sa connaissance.

Il est également mentionné, que pour satisfaire les dispositions mentionnées ci-dessus : *« Les gestionnaires de réseaux seront tenus au titre du présent P.P.R.M. de définir et mettre en œuvre un plan pluriannuel de mesures de réduction de la vulnérabilité. Ces mesures devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date d'approbation du P.P.R.M. »*. Il serait utile de préciser le sens du mot « réseau » car les routes ne sont habituellement pas considérées au même titre que les réseaux de canalisation de transport ou de distribution (fluides, gaz, télécom, électricité), puisque constitutives de réseaux de transport.

Ces mesures ne semblent viser que les gestionnaires de réseaux de transport et de distribution de produits nécessaires au « maintien des besoins prioritaires de la population ». Par conséquent, le Département, en tant que gestionnaire d'infrastructures, n'est pas concerné.

En conclusion, l'ensemble des règles du PPRM de la Bouilladisse permettront au Département en tant que gestionnaire de voirie, de continuer à entretenir et exploiter les

routes existantes. Il pourra de plus réaliser si nécessaire de nouvelles routes dans toutes les zones, avec une étude préalable en zone « Violet Vi ». Enfin, au regard des mesures visant la sécurité et l'information du public, le Département n'est à priori pas concerné par toutes les dispositions de ce PPRM. Des précisions devront nécessairement être apportées par l'Etat dans le cas contraire.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.



Laure-Agnès CARADEC



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la
Légalité et de l'Environnement**

**Bureau de l'Utilité Publique de la
Concertation et de l'Environnement
Mission Environnement et Enquêtes publiques**
Affaire suivie par : Mme Florence FOURNIER-ZAMORANO
Tél. : 04.84.35.42.46
florence.fournier-zamorano@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse, sous ce pli, un avis relatif à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de la BOUILLADISSE.

Cet avis devra être publié le **20 octobre 2022** et le **08 novembre 2022** dans le journal «La Provence».

Le nom de la commune devra apparaître en gros caractères.

La facture de ces insertions devra être envoyée à Directeur départemental des Territoires et de la Mer - Service Urbanisme /Pôle Risques - 16, rue Antoine Zattara - 13332 Marseille Cedex 3 Contact : Tel: 04 91 28 41 29 (ou 54 56) - serge.terramorsi@bouches-du-rhone.gouv.fr

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Monsieur le Directeur de la Société EUROSUD

248, avenue Roger Salengro
13096 - MARSEILLE Cedex 20



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la
Légalité et de l'Environnement**

**Bureau de l'Utilité Publique de la
Concertation et de l'Environnement**

Mission Environnement et Enquêtes publiques

Affaire suivie par : Mme Florence FOURNIER-ZAMORANO

Tél. : 04.84.35.42.46

florence.fournier-zamorano@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le 10 octobre 2022

Monsieur le Directeur,

Je vous adresse, sous ce pli, un avis relatif à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 portant ouverture et organisation d'une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de la BOUILLADISSE.

Cet avis devra être publié le **20 octobre 2022** et le **08 novembre 2022** dans le journal «La Marseillaise».

Le nom de la commune devra apparaître en gros caractères.

La facture de ces insertions devra être envoyée à Directeur départemental des Territoires et de la Mer - Service Urbanisme /Pôle Risques – 16, rue Antoine Zattara – 13332 Marseille Cedex 3 - Contact : Tél 04 91 28 41 29 (ou 54 56) - serge.terramorsi@bouches-du-rhone.gouv.fr

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Monsieur le Directeur de la Marseillaise

Service Exécution

15, cours H. d'Estienne d'Orves

13001 – MARSEILLE

ANNONCES LEGALES

279188

PRÉFET
DES BOUCHES
DU RHÔNE

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 03 octobre 2022, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et révisión du plan de prévention des risques carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de GARDANNE.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-et-un jours consécutifs, du lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus, en mairie de GARDANNE (Mairie de GARDANNE, Direction Générale des Services Techniques - 1 Avenue de Nice - Bâtiment Saint Roch - 13120 GARDANNE), siège de l'enquête.

Selon la réglementation en vigueur applicable au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face au contexte sanitaire/COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne pourra :
- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00);
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Législation et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Barré, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421) - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) / 06 70 89 60 02;
- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Gardanne>;
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de GARDANNE;
- consigner ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet suivant <https://www.registredemat.fr/pprmc-gardanne> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture ou par courriel à l'adresse suivante: pprmc-gardanne@registredemat.fr, du lundi 07 novembre 2022 (8h30) au mercredi 07 décembre 2022 (17h00) inclus.

Monsieur Jean-Claude PEPE, Attaché administratif du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, retraité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :
- Lundi 07 novembre 2022 de 8h30 à 12h ;
- mercredi 16 novembre 2022 de 8h30 à 12h ;
- jeudi 24 novembre 2022 de 13h à 17h ;
- vendredi 02 décembre 2022 de 8h30 à 12h ;
- mercredi 07 décembre 2022 de 13h à 17h.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité ou accessible depuis site internet de la Préfecture précité.

Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

A l'issue de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques Miniers/ Carrière souterraine, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme/Pôle Risques - Tél: 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Fait à Marseille, le 07/10/2022
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Patrick PAYAN

Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront des lors consultables en ligne.

279181

PRÉFET
DES BOUCHES
DU RHÔNE

AVIS D'ENQUETE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 03 septembre 2022, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de LA BOUILLADISSE.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-et-un jours consécutifs, du lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus, en mairie de LA BOUILLADISSE (Mairie de LA BOUILLADISSE - Accueil de la Mairie - place de la Libération, Hôtel de ville 13720 LA BOUILLADISSE, siège de l'enquête.

Selon la réglementation en vigueur applicable au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face au contexte sanitaire/COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne pourra :
- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au jeudi 8h à 12h et 13h30 à 17h30 et le vendredi de 13h30 à 17h30);
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Législation et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Barré, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421) - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) / 06 70 89 60 02;
- consulter le dossier via le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Bouilladisse> ou sur le registre dématérialisé <https://www.registredemat.fr/pprmc-labouilladisse> ;
- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de LA BOUILLADISSE;
- consigner ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet suivant <https://www.registredemat.fr/pprmc-labouilladisse> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture ou par courriel à l'adresse suivante: pprmc-labouilladisse@registredemat.fr, du lundi 07 novembre 2022 (09h00) au mercredi 07 décembre 2022 (17h00) inclus.

Monsieur RECEVEUR Joseph Ancien Directeur établissement social, retraité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :
- Lundi 7 novembre 2022 de 14h à 17h ;
- Mercredi 16 novembre 2022 de 9h à 12h ;
- Jeudi 24 novembre 2022 de 14h à 17h ;
- Vendredi 2 décembre 2022 de 14h à 17h ;
- Mercredi 7 décembre 2022 de 14h à 17h.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public (1) transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité ou accessible depuis site internet de la Préfecture précité.

Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

A l'issue de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques Miniers/ Carrière souterraine, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme/Pôle Risques - Tél: 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Fait à Marseille, le 07/10/2022
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Patrick PAYAN

Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront des lors consultables en ligne.

VIE DES SOCIETES

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un ASSP en date du 13/10/2022, il a été constitué une SARL ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : GROZ
Sigle : GROZ
Objet social : Activités informatiques (création de site internet, édition de logiciels et maintenance de ces différentes solutions digitales, Activités de design (Création et réalisation graphique de différents supports de communication, Création d'identité visuelle, etc.) Activités de communication (marketing, campagnes pub, etc.)
Siège social : 7 Allée des Paladins, Bâtiment B3, 13012 MARSEILLE
Capital initial : 1 000 Euros
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS MARSEILLE
Co-gérance : GUALTIERI Hugo, demeurant 7 Allée des Paladins, Bâtiment B3, 13012 MARSEILLE FRANCE et PEREZ ANICE, demeurant 7 Allée des Paladins, Bâtiment B3, 13012 MARSEILLE FRANCE

APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL PUBLIC A CANDIDATURE

Société d'Economie Mixte des Saintes Maries de la Mer SEMIS
Avenue Théodore Aubanel
13460 SAINTES MARIES DE LA MER
Tél: 04 90 97 68 77 Courriel : peston@semsmaries.com

1. OBJET DE LA CONSULTATION :
Exploitation des restaurant snack épicerie buvette des campings du Clos du Rhône et de la Briée de Camargue (deux lots)

2. NATURE DE LA PRESTATION ENVISAGÉE :
Lot 1/ Contrat de location gérance de restaurant snack épicerie buvette du Camping du Clos du Rhône.
Lot 2/ Contrat de location gérance de restaurant snack épicerie buvette du Camping de la Briée de Camargue.

Pour apprécier les prestations à réaliser, les candidats pourront faire une visite préalable facilitative des emplacements des lots ouverts à la concurrence. Les candidats qui le souhaiteront pourront se voir délivrer une attestation de visite des sites auprès du siège de la SEMIS.

Dossier à retirer à la SEMIS entre le 19 septembre 2022 et le 30 octobre 2022.

Les plis devront parvenir au plus tard le Jeudi 3 novembre 2022 à 12h

279481



AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

MAÎTRE D'OUVRAGE :
Société Française d'Habitations Économiques (SA d'HLM)
1175 Petite Route des Mîles - CS 40650
13457 Aix-en-Provence - Cedex 4 Téléphone : 04 13 57 04 30 - Télécopie : 04 13 57 04 84

PROCÉDURE :
Marché de services passé selon une procédure européenne conformément à l'article L.2124-1 du Code de la Commande Publique et publié au Journal Officiel de L'Union Européenne.

OBJET DU MARCHÉ ET ALLOTISSEMENT :
Le présent marché est une relance du lot N°1 du marché N°2020-11-1 concernant l'entretien et la maintenance des systèmes de fermetures automatisées pour portes, portails, grilles, herases, barrières automatiques et bornes escamotables du patrimoine de la SFME.
La relance concerne lot géographique suivant :
- Lot N°1 : Région Provence Alpes Côte d'Azur (Agences d'Aix-en-Provence et Toulon)

DURÉE DU MARCHÉ :
La durée de validité du présent marché est de 1 an reconductible 1 fois soit du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024.

MODALITÉS D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION ET REMISE DES OFFRES :
Vous pouvez retirer le DCE sur : <http://www.marches-ecrues.fr>. Les justificatifs à produire et les critères d'attribution sont mentionnés dans le RC. Le dépôt des offres devra se faire par voie électronique sur le même site.

DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :
Le Lundi 14 novembre 2022 à 12h30

290001

PUBLIEZ VOS ANNONCES LÉGALES SUR

www.laprovence-legales.com

SAISIE DE VOS ANNONCES
EN LIGNE

PAIEMENT SÉCURISÉ PAR
CARTE BANCAIRE

RÉCEPTION IMMÉDIATE DE
VOTRE ATTESTATION
DE PARUTION

Contact : avis@laprovince-legales.com | Tél : 04 91 84 80 19

La Provence

EN L'OFFICE NOTARIAL SAS INITIA
1 RUE CHARLES-FRANÇOIS DU PÉRIER
DUMOURIEZ 13127 VITROLLES

MERCREDI 9 NOVEMBRE 2022 À 15H00
(Dépôt de consignation à 14H30)

GARDANNE (13) - 46 RUE PUGET / 25 RUE VIALA
IMMEUBLE (R+3) A REHABILITER DE 270 M²
ENVIRON- LIBRE -
Classe énergie : CNE. Classe climat : CNE
Cadastré section BB n°179 pour 100 m²

MISE À PRIX : 32 000 € * (consignation : 6 400 € par
chèque de banque libellé à l'ordre de Maître Gemma
OUDJEDI)

PAS DE VISITE
Dossier transmis par mail sur demande

Infos : Mme LEMORT Isabelle.lemort@adnov.fr
ou 06.30.47.86.84
Maître Gemma OUDJEDI
www.immobilier.notaires.fr

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

ANNONCES LÉGALES RÉGLEMENTÉES À PUBLIER PAR ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.fr

Vie des sociétés

SPA

CONVOCATION

La Spa de Marseille Provence informe ses adhérents que son assemblée générale aura lieu le JEUDI 10 novembre à 18h30, siège social de l'association au 31 montée du commandant de Robien 13011 Marseille. Attention : pour des raisons d'organisation ne sont conviés uniquement les adhérents à jour de leur cotisation. Aucune adhésion ne sera acceptée le jour de l'Assemblée. La carte d'adhérent et votre carte d'identité vous seront réclamées à l'entrée et vérifiées sur le registre informatique.

Ordre du jour :
LA VALIDATION DU RAPPORT FINANCIER ET MORAL 2021

202204271

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été constitué une Société Civile Immobilière :

PACA SCI

Forme : SCI

Objet social : La société a pour objet l'acquisition, l'administration et la gestion, par bail, location ou toute autre forme, de tout immeuble et bien immobilier, toute opération financière, mobilière ou immobilière de caractère purement civil se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptible d'en favoriser la réalisation.

Siège social : 20 Rue Marinette Garbano Lieu-dit les Beugons

13700 MARIGNANE

Capital : 100 000 euros

Gérance : Monsieur TARI Ebubekir domicilié idem siège
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de AIX EN PROVENCE

202204281

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été constitué une Société Civile Immobilière dénommée :

SCI PROVENCE

Objet social : La société a pour objet l'acquisition, l'administration et la gestion, par bail, location ou toute autre forme, de tout immeuble et bien immobilier, toute opération financière, mobilière ou immobilière de caractère purement civil se rattachant directement ou indirectement à cet objet et susceptible d'en favoriser la réalisation.

Siège social : 20 Rue Marinette Garbano Lieu-dit les Beugons

13700 MARIGNANE

Capital : 75 000 euros

Gérance : Monsieur TARI Ebubekir domicilié idem siège
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de AIX EN PROVENCE

202204282

DISSOLUTION

SASU TAXI FULL SERVICES
Siège social 46 rue Ernest Renan
13600 LA CIOTAT
N° 843 405 507 RCS MARSEILLE

Le 30/11/2020 l'AGE a décidé la dissolution anticipée de la société à compter du 30/11/2020. Monsieur AVONDO JEREMIE, demeurant 46 rue Ernest Renan 13600 La Ciotat a été nommé Liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au 46 rue Ernest Renan 13600 La Ciotat. Mention sera faite au RCS de MARSEILLE.

202204281

TRANSFERT DE SIÈGE SOCIAL

SOVAPRIM, SASU, 1000 euros, capital de 1000 euros, Le Pascaret, 20 Montée du Puits d'Hely d'Oisel 13850 Grésque, 893185736 RCS Marseille. Le 14/10/2022, l'associé unique de la société M. GARNIER Alexandre a décidé de transférer le siège social au 55 cours Gambetta Res Chante-Soleil BAT E 13100 Aix en Provence. Radiation au RCS de MARSEILLE. Nouvelle immatriculation au RCS d'Aix en Provence.

202204281

DISSOLUTION

WORLD SECURITY PROTECT FRANCE, SASU, 100 euros, 118 chemin St Jean du Désert 13005 Marseille, 905248126 RCS MARSEILLE. Le 31/08/2022, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société. M. GUELLOU TSHIBAMBA LUMBALA demeurant 118 chemin St Jean du désert 13005 Marseille, a été nommé Liquidateur. Le siège de liquidation a été fixé au siège social. Mention au RCS de MARSEILLE.

202204282



DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 03 octobre 2022, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et révision du plan de prévention des risques carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de GARDANNE.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-et-un jours consécutifs, du **lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus**, en mairie de GARDANNE (Mairie de GARDANNE - Direction Générale des Services Techniques - 1 Avenue de Nice - Bâtiment Saint Roch - 13120 GARDANNE), siège de l'enquête.

Selon la réglementation en vigueur applicable au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face au contexte sanitaire/COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne pourra :
- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00);
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concentration et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421) - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 48) / 06 70 89 60 02.

- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Gardanne>;

- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de GARDANNE;

- consigner ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet suivant <https://www.registredemat.fr/ppmc-gardanne> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture ou par courriel à l'adresse suivante : ppmc-gardanne@registredemat.fr, du lundi 07 novembre 2022 (8h30) au mercredi 07 décembre 2022 (17h00) inclus.

Monsieur Jean-Claude ICPE, Attaché administratif du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire, traité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- Lundi : 07 novembre 2022	de 8h30 à 12h ;
- mercredi : 16 novembre 2022	de 8h30 à 12h ;
- jeudi : 24 novembre 2022	de 13h à 17h ;
- vendredi : 02 décembre 2022	de 8h30 à 12h ;
- mercredi : 07 décembre 2022	de 13h à 17h.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité ou accessible depuis le site internet de la Préfecture précité.

Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

A l'issue de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques Miniers/Carrières souterraines, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme / Pôles Risques - Tél : 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Fait à Marseille, le 07/10/2022
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concentration et de l'Environnement
Signé
Patrick PAYAN

[1] Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.

202204282



DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 30 septembre 2022, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de LA BOULLADISSE.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-et-un jours consécutifs, du **lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus**, en mairie de LA BOULLADISSE (Mairie de LA BOULLADISSE - Accueil de la Mairie - place de la Libération, Hôtel de ville 13720 LA BOULLADISSE), siège de l'enquête.

Selon la réglementation en vigueur applicable au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face au contexte sanitaire/COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne pourra :
- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au jeudi 8h à 12h et 13h30 à 17h30 et le vendredi de 13h30 à 17h30);
- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concentration et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421) - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 48) / 06 70 89 60 02.

- consulter le dossier via le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Boulladisse-la> ou sur le registre dématérialisé <https://www.registredemat.fr/ppmc-laboulladisse>;

- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de LA BOULLADISSE;

- consigner ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet suivant <https://www.registredemat.fr/ppmc-laboulladisse> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture ou par courriel à l'adresse suivante : ppmc-laboulladisse@registredemat.fr, du lundi 07 novembre 2022 (09h00) au mercredi 07 décembre 2022 (17h00) inclus.

Monsieur RECEVEUR Joseph Ancien Directeur établissement social, retraité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- Lundi : 7 novembre 2022	de 14 h à 17 h ;
- Mercredi : 16 novembre 2022	de 9 h à 12 h ;
- Jeudi : 24 novembre 2022	de 14 h à 17 h ;
- Vendredi : 2 décembre 2022	de 14 h à 17 h ;
- Mercredi : 7 décembre 2022	de 14 h à 17 h.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité ou accessible depuis le site internet de la Préfecture précité.

Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

A l'issue de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques Miniers/Carrières souterraines, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement).

La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme / Pôles Risques - Tél : 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Fait à Marseille, le 07/10/2022
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concentration et de l'Environnement
Signé
Patrick PAYAN

[1] Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront dès lors consultables en ligne.

202204282

ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES



BOUCHES-DU-RHÔNE

Tél. 04 91 57 75 74
annonceslegales@lamarseillaise.frDIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 30 septembre 2022, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de LA BOUILLADISSE.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-et-un jours consécutifs, du **lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus**, en mairie de LA BOUILLADISSE (Mairie de LA BOUILLADISSE - Accueil de la Mairie - place de la Libération, Hôtel de ville 13720 LA BOUILLADISSE), siège de l'enquête.

Selon la réglementation en vigueur applicable au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face au contexte sanitaire/COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixés au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne pourra :

- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au jeudi 8h à 12h et 14h30 à 17h30 et le vendredi de 13h30 à 17h30) ;

- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421) - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) / 06 70 89 60 02 ;

- consulter le dossier via le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Bouilladisse-la> ou sur le registre dématérialisé <https://www.registredemat.fr/pormc-labouilladisse> ;

- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de LA BOUILLADISSE ;

- consigner ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet suivant <https://www.registredemat.fr/pormc-labouilladisse> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture ou par courriel à l'adresse suivante : pormc-labouilladisse@registredemat.fr, du lundi 07 novembre 2022 (09h00) au mercredi 07 décembre 2022 (17h00) inclus.

Monsieur RECEVEUR Joseph Ancien Directeur établissement social, retraité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- Lundi 7 novembre 2022	de 14 h à 17 h ;
- Mercredi 16 novembre 2022	de 9 h à 12 h ;
- Jeudi 24 novembre 2022	de 14 h à 17 h ;
- Vendredi 2 décembre 2022	de 14 h à 17 h ;
- Mercredi 7 décembre 2022	de 14 h à 17 h.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public[1] transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité ou accessible depuis site internet de la Préfecture précité.

Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

A l'issue de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques Miniers/Carrière souterraine, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement). La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme/Pôle Risques - Tél: 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Fait à Marseille, le 07/10/2022
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement
Signé
Patrick PAVAN

[1] Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront des lors consultables en ligne.

20220444

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE
L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

En exécution de l'arrêté du Préfet de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur, Préfet des Bouches-du-Rhône, du 03 octobre 2022, il sera procédé à une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de GARDANNE.

L'enquête publique, destinée à assurer l'information et la participation du public se déroulera, pendant trente-et-un jours consécutifs, du **lundi 07 novembre 2022 au mercredi 07 décembre 2022 inclus**, en mairie de GARDANNE (Mairie de GARDANNE - Direction Générale des Services Techniques - 1 Avenue de Nice - Bâtiment Saint Roch - 13120 GARDANNE), siège de l'enquête.

Selon la réglementation en vigueur applicable au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face au contexte sanitaire/COVID 19 (distanciation physique, gestes barrières, etc.) seront fixés au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Pendant la durée de l'enquête, toute personne pourra :

- prendre connaissance du dossier et consigner ses observations et propositions sur un registre d'enquête, au siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux (du lundi au vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h00 à 17h00) ;

- consulter le dossier sur un poste informatique mis à la disposition du public à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légimité et de l'Environnement, Bureau de l'Utilité Publique de la Concertation et de l'Environnement, place Félix Baret, 13006 MARSEILLE (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 - Bureau n°421) - Contact préalable au 04 84 35 42 47 (42 46) / 06 70 89 60 02 ;

- consulter le dossier sur le site internet de la Préfecture des Bouches-du-Rhône à l'adresse : <https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Publications/Publications-environnementales/Enquetes-publiques-hors-ICPE/Gardanne> ;

- adresser ses observations et propositions écrites sur le projet au commissaire enquêteur par voie postale à la mairie de GARDANNE ;
- consigner ses observations et propositions par voie électronique sur le registre dématérialisé sécurisé ouvert de manière complémentaire depuis le site internet suivant <https://www.registredemat.fr/pormc-gardanne> ou accessible à partir du lien disponible sur le site internet précité de la préfecture ou par courriel à l'adresse suivante : pormc-gardanne@registredemat.fr, du lundi 07 novembre 2022 (8h30) au mercredi 07 décembre 2022 (17h00) inclus.

Monsieur Jean-Claude PEPE, Attaché administratif du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire, retraité, désigné en qualité de commissaire enquêteur, se tiendra à la disposition du public et recevra ses observations orales et écrites, au siège de l'enquête, aux jours et heures suivants :

- Lundi 07 novembre 2022	de 8h30 à 12h ;
- mercredi 16 novembre 2022	de 8h30 à 12h ;
- jeudi 24 novembre 2022	de 13h à 17h ;
- vendredi 02 décembre 2022	de 8h30 à 12h ;
- mercredi 07 décembre 2022	de 13h à 17h.

Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus, seront consultables au siège de l'enquête.

Les observations et propositions du public[1] transmises par voie électronique seront consultables sur le registre dématérialisé précité ou accessible depuis site internet de la Préfecture précité.

Elles seront communicables aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

Après la clôture de l'enquête, copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public pendant un an à la mairie concernée et à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, et rendue publique par voie dématérialisée pendant un an sur le site internet précité de la Préfecture des Bouches-du-Rhône.

A l'issue de l'enquête, le Plan de Prévention des Risques Miniers/Carrière souterraine, éventuellement modifié, est approuvé par arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône (Art R562-9 du code de l'environnement).

Le plan approuvé vaut servitude d'utilité publique. Il est annexé au plan local d'urbanisme, conformément à l'article L151-43 du code de l'urbanisme (Art L562-4 du code de l'environnement). La personne responsable du projet est le Directeur départemental des Territoires et de la Mer. Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès du Service Urbanisme/Pôle Risques - Tél: 04 91 28 41 29 (ou 54 56).

Fait à Marseille, le 07/10/2022
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique, de la Concertation et de l'Environnement
Signé
Patrick PAVAN

[1] Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront des lors consultables en ligne.

20220441

Vie des sociétés

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP, il a été constitué une SAS dénommée :

CDM

Capital social : 500 euros.

Siège social : 10 Avenue Émile Zola 13850 GREASQUE

Objet : Activités Bar, débit de boissons

Président : Mr ZENNAF Karim demeurant 17 Lotissement la Durancie

13610 LE PUY SAINT-REPARADE

Directeur Général : Mr MOUNEY Pierre domicilié 280 Rue Jean

Amado 13090 AIX EN PROVENCE

Admission aux assemblées et participations aux décisions : tout associé peut participer aux décisions collectives. Droit de vote une action donne droit à une voix. Transmission d'actions à un tiers est soumise à l'agrément de la collectivité des associés.

Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE.

20220425

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP il a été constitué une SASU dénommée :

TBTP

Capital social : 1 000 euros.

Siège social : 20 SQUARE NATIONAL 13003 MARSEILLE

Objet : Tout travaux de rénovation, peinture, pose de revêtement murs et sols, isolation ainsi que les travaux de reprise en second œuvre et nettoyage

Président : M. MOHAMED TLILI demeurant 20 SQUARE NATIONAL 13003 MARSEILLE

Clause d'agrément : Les statuts contiennent une clause d'agrément des cessions de parts.

Clause d'admission : Tout associé peut participer aux assemblées quel que soit le nombre de ses actions, chaque action donnant droit à une voix.

Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE.

20220469

CHANGEMENT DE GÉRANT

GARLABAN FORMATION
SARL au capital de 1000 euros
Siège social : 98 BD DE L'EUROPE
N° 920 120 193 000 15 RCS

L'AGE du 04/11/2022, a nommé en qualité de Gérant, MCAPEL DANIEL demeurant 385 RUE DE VERDUN LE HAVER 76000 en remplacement de Mr ESSID KAMEL démissionnaire, à compter du 04/11/2022.
Mention au RCS de SALON DE PROVENCE.

20220467

AVIS DE CONSTITUTION

Par acte SSP, il a été constitué une Société Civile Immobilière dénommée :

SCI EVNS

Objet social : L'acquisition, la détention et la gestion de tous biens et droits mobiliers et immobiliers ;

La participation directe ou indirecte de la société dans toute opération se rattachant à l'objet précité, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, souscriptions, ou achats de titres ou droits sociaux, fusion, association en participation ou autrement, tant en France qu'à l'étranger.

Et/ou, soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.

Siège social : 19 rue du des Convalescents - 13001 MARSEILLE

Capital : 100,00 €

Apports numéraires
Président : Monsieur Evans LUCIATHE, demeurant à MARSEILLE - 13010 - 116 avenue de la Capelette.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE.

Pour avis

20220462

AVIS DE CONSTITUTION

Suivant acte SSP, il a été constitué une SAS dénommée :

Moanda

Forme : SAS

Objet social : En France et à l'étranger, le courtage en assurance

Siège social : MARSEILLE - 13008 - 524, rue Paris

Capital : 100,00 €

Apports numéraires

Président : Monsieur Frédéric POULARD demeurant 524, rue Paradis - 13008 MARSEILLE

Durée : 99 ans

Durée de la société : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de MARSEILLE.

Pour avis

20220464

La Marseillaise

Un service client
à l'écoute et disponible

04 91 57 75 74



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône**

Service Urbanisme et Risques

Affaire suivie par : Serge Terramorsi et Serge Torrens

serge.terramorsi@bouches-du-rhone.gouv.fr

serge.torrens@bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

17 JUL 2021

Le préfet des Bouches-du-Rhône à
Destinataires in fine

Objet : Porter à connaissance (PAC) des aléas liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment sur les communes de **Belcodène, La Bouilladisse, Cadolive, Gardanne, Gréasque, Peynier, Peypin, Saint-Savournin et Trets.**

PJ :

- Cartographie de la nouvelle connaissance de l'aléa sur les communes citées en objet
- Annexe sur les principes de prévention
- Etude INERIS (2020)

Conformément à l'article L.132-2 du code de l'urbanisme, le présent Porter à Connaissance (PAC) a pour objet de vous communiquer l'état actuel des connaissances sur les aléas résiduels liés aux anciennes carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de vos communes respectives et de préciser les principes de prévention à prendre en compte dans l'ensemble de vos décisions d'urbanisme.

L'exploitation de pierre à ciment sur le territoire provençal est assez ancienne. Si elle fut principalement artisanale pendant un certain temps (XVII^e et XVIII^e siècles), elle devint industrielle au cours du XIX^e siècle. Ces exploitations ont laissé d'importants vides résiduels.

Ces vides, d'origine anthropique, peuvent être localement à l'origine de mouvements de terrain pouvant affecter la sécurité des personnes et causer des désordres plus ou moins importants aux biens existants (fissuration au niveau des structures du bâti par exemple).

Sur les communes concernées par ces aléas, huit sont déjà dotées chacune d'un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN) approuvé par arrêté préfectoral en date du 22 octobre 2009 (exceptée **La Bouilladisse**) qui se fonde sur une étude d'évaluation des aléas liés aux carrières souterraines de pierre à ciment publiée en 2002 par l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS).

En 2020, la DDTM a commandé une actualisation de ces études à l'INERIS pour affiner la connaissance des aléas résiduels au niveau de ces anciennes exploitations souterraines. Cette étude a conduit à la production d'une cartographie plus précise de l'aléa mouvements de terrain.

Cette nouvelle donnée, objet du présent PAC, est intégrée aux PPR miniers et carrières souterraines en cours d'élaboration des communes de **La Bouilladisse, Cadolive, Gardanne, Gréasque, Peypin et Saint-Savournin**.

Au titre de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme vous disposez d'une base légale vous permettant de refuser une demande d'autorisation de construire ou de ne l'accepter que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si le projet est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.

Ces informations techniques que je porte à votre connaissance doivent également guider les choix d'aménagement du territoire dans le cadre de l'élaboration de vos documents d'urbanisme, tel que le prévoit l'article L.121-1 du code de l'urbanisme : *« les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, [...] la prévention des risques naturels prévisibles »*. Il en est de la responsabilité des communes et de leurs groupements compétents en matière d'urbanisme.

La Cartographie de l'aléa résiduel ainsi que les principes de prévention joints à ce courrier permettront de prendre en compte ce type d'aléa dans les documents d'urbanisme via les projets d'aménagement de développement durable (PADD), le rapport de présentation, les planches graphiques et le règlement du PLU ou PLUi.

Dans le cas de l'existence d'une connaissance plus ancienne, rendue opposable par les PPRN carrières souterraines en vigueur (approuvés en 2009), au regard de l'analyse juridique de la Direction Générale de la Prévention des Risques faisant valoir la matérialité du risque, je vous recommande de considérer cette nouvelle donnée, actualisée dans ce PAC, comme la référence sur les carrières souterraines de pierre à ciment pour les neuf communes mentionnées en objet de ce courrier.

Pour ce qui le concerne, l'État prendra en compte cette connaissance et appliquera, dans le cadre de ses missions, ces principes de prévention dans les avis sur les projets, les documents d'urbanisme ainsi que dans le cadre du contrôle de légalité de ces documents et des actes d'urbanisme.

Enfin, je vous informe que les pièces constitutives du PAC sont disponibles en visualisation et en téléchargement sur le site Internet des services de l'État dans le département des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<https://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Environnement-risques-naturels-et-technologiques/La-prevention>

En application des articles L.2212-1 et L.2212-2 du code des collectivités territoriales, il vous appartient également de prévenir les dangers que peut présenter cet aléa vis-à-vis de la sécurité du public, en usant le cas échéant, de votre pouvoir de police municipale en application des articles L.2212-4 (prescriptions des mesures de sécurité) et L.2213-27 (injonction aux propriétaires de clôturer les ouvrages présentant un danger) du même code.

Étant pleinement conscient des difficultés que peut engendrer l'application des principes de prévention du risque, les services de la DDTM restent à votre entière disposition pour vous accompagner dans vos démarches.

Pour le Préfet
La Secrétaire Générale

Juliette TRIGNAT

Liste des destinataires :

Monsieur le Maire de **Belcodène**
Monsieur le Maire de **La Bouilladisse**
Monsieur le Maire de **Cadolive**
Monsieur le Maire de **Gardanne**
Monsieur le Maire de **Gréasque**
Monsieur le Maire de **Peynier**
Monsieur le Maire de **Peypin**
Monsieur le Maire de **Saint-Savournin**
Monsieur le Maire de **Trets**

Madame la Présidente de la Métropole Aix-Marseille-Provence

Marseille, le 03 AOUT 2017

Le Préfet
de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur
Préfet des Bouches-du-Rhône

à

Destinataires in fine

Affaire suivie par : Laurent Bellone

Serge Terramorsi et Serge Torrens

Courriel : laurent.bellone@developpement-durable.gouv.fr

serge.terramorsi@bouches-du-rhone.gouv.fr

serge.torrens@bouches-du-rhone.gouv.fr

Objet : Porter à Connaissance de la révision et de la mise à jour des aléas liés à l'ancienne activité minière sur le bassin de lignite de Provence

P-J : L'étude GEODERIS 2016

Une carte multi-aléas et le cas échéant, une carte des mises en pente de référence de l'aléa affaissement à caractère souple

Une annexe sur les principes de prévention

Conformément à l'article L.132-2 du code de l'urbanisme, le présent Porter à Connaissance (PAC) a pour objet de vous communiquer l'état actuel des connaissances sur les aléas résiduels liés à l'ancienne activité minière sur le bassin de lignite de Provence et de préciser les principes de prévention à prendre en compte dans l'ensemble de vos décisions d'urbanisme.

Le bassin de lignite de Provence se situe entre Aix-en-Provence et Marseille. Il s'étend sur 70 km d'Est en Ouest, depuis Saint-Maximin jusqu'à l'étang de Berre.

Le bassin de lignite de Provence a fait l'objet dès le milieu du XV^{ème} siècle d'autorisations de recherche pour la « pierre à charbon ». L'exploitation effective remonte aux alentours de 1600. Elle est restée artisanale jusqu'au début du XIX^{ème} siècle puis s'est poursuivie à partir de 1809 à travers la mise en place des premières concessions. Après diverses fusions et changements de titulaires, les concessions du bassin de Provence furent nationalisées au profit de Charbonnages de France (CdF) en 1946.

Suite au dépôt par Charbonnages de France (CdF) du dossier d'arrêt définitif des 12 concessions couvrant la majeure partie de l'exploitation, la DREAL PACA a missionné en 2006 GEODERIS, Groupement d'Intérêt Public (GIP) constitué entre le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) et l'Institut National de l'Environnement Industriel et des Risques (INERIS), afin de synthétiser et cartographier les principales caractéristiques des travaux miniers ainsi que les aléas induits attendus dans le cadre de la gestion de l'après-mine.

Cette première définition et cartographie **préliminaire** des aléas résiduels miniers a été établie en 2009 à l'**échelle du bassin de lignite de Provence** sur la base des éléments informatifs et des données issus des dossiers de CdF.

Suite à cette étude, la DREAL PACA a demandé à GEODERIS de réaliser une étude **détaillée** des aléas. Cette étude a été réalisée à l'**échelle des communes** à partir de la synthèse documentaire des données et des fonds cartographiques disponibles sur les sites miniers concernés (important travail de collecte d'information, analyse précise des plans miniers sources, de la géologie de recouvrement, de la nature et de la profondeur des travaux...).

Cette nouvelle étude des aléas miniers du bassin de lignite de Provence (2016), constituant la connaissance la plus aboutie à ce jour des aléas miniers résiduels, se substitue à l'étude de 2009 et devient l'étude de référence.

Elle retrace l'historique de l'exploitation, présente, entre autres, les contextes géographique et géologique, les différents types de travaux du bassin minier et l'état actuel des connaissances dans sa partie informative. Dans sa partie d'évaluation de l'aléa, l'étude indique les aléas résiduels retenus et décrit la démarche adoptée pour l'évaluation des aléas.

Les 14 communes exposées aux aléas miniers résiduels du bassin de Provence sont les suivantes :

Belcodène, La Bouilladisse, Cadolive, Fuveau, Gardanne, Greasque, Marseille, Meyreuil, Mimet, Peynier, Peypin, Saint-savournin, Simiane-collongue, Trets

Au titre de l'article R.111-2 du code de l'urbanisme vous disposez d'une base légale vous permettant de refuser une demande d'autorisation de construire ou de ne l'accepter que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si le projet est de nature à porter atteinte à la salubrité ou à la sécurité publique.

De la même façon, ces informations techniques que je porte à votre connaissance doivent guider les choix d'aménagement du territoire dans le cadre de l'élaboration de vos documents d'urbanisme, tel que le prévoit l'article L.121-1 du code de l'urbanisme : *« les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable, [...] la prévention des risques naturels prévisibles »*. Il en est de la responsabilité des communes et de leurs groupements compétents en matière d'urbanisme.

Ces études permettront, après croisement des aléas et des enjeux, de prendre en compte le risque minier dans les documents d'urbanisme via les projets d'aménagement de développement durable (PADD), le rapport de présentation, les plans de zonage réglementaires et le règlement du PLU ou PLUi.

Les cartographies qui vous sont adressées sont accompagnées de **principes de prévention** (en annexe) dont l'objectif est d'assurer la sécurité des personnes et des biens. Ces principes sont issus de la circulaire du 6 janvier 2012 relative à la prévention des risques miniers résiduels qui fixe les grandes orientations de gestion du risque minier résiduel.

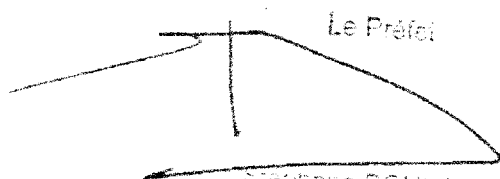
Pour ce qui le concerne, l'État prendra en compte cette connaissance et appliquera, dans le cadre de ses missions, ces principes de prévention dans les avis sur les projets et documents d'urbanisme et le contrôle de légalité des documents et actes d'urbanisme.

Enfin, je vous informe que les pièces constitutives du PAC sont disponibles en visualisation et en téléchargement sur le site Internet des services de l'Etat dans le département des Bouches-du-Rhône à l'adresse suivante :

<http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr/Politiques-publiques/Securite/Securite-civile/La-prevention>

Étant pleinement conscient des difficultés que peut engendrer l'application des principes de prévention du risque minier, les services de la DREAL PACA et de la DDTM 13 restent à votre entière disposition pour vous accompagner dans vos démarches.

Le Préfet



Stéphane BOULLON

||

Destinataires

Monsieur le Maire de BELCODENE
Monsieur le Maire de LA BOUILLADISSE
Monsieur le Maire de CADOLIVE
Madame la Maire de FUVEAU
Monsieur le Maire de GARDANNE
Monsieur le Maire de GREASQUE
Monsieur le Maire de MARSEILLE
Monsieur le Maire de MEYREUIL
Monsieur le Maire de MIMET
Monsieur le Maire de PEYNIER
Monsieur le Maire de PEYPIN
Monsieur le Maire de SAINT-SAVOURNIN
Monsieur le Maire de SIMIANE-COLLONGUE
Monsieur le Maire de TRET

Monsieur le Président de la métropole Aix-Marseille-Provence
Monsieur le Président du conseil de territoire Marseille Provence
Madame la Présidente du conseil de territoire Pays d'Aix
Madame la Présidente du conseil de territoire Pays d'Aubagne et de l'Etoile

Copies :

CD
CR
SDIS
BMPPM

DDTM13/Service Territorial Sud
DDTM13/Service Territorial Est
DREAL PACA / SPR
DREAL PACA / UD 13

Monsieur le Sous-préfet d'Aix-en-Provence



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Egalité
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté, de la
Légalité et de l'Environnement**

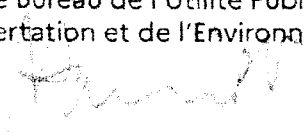
**Bureau de l'Utilité Publique,
de la Concertation et de l'Environnement
Mission Environnement et Enquêtes publiques**
Affaire suivie par : Mme Florence FOURNIER-ZAMORANO
Tél. : 04 84 35.42 46
florence.fournier-zamorano@bouches-du-rhone.gouv.fr

CERTIFICAT D'AFFICHAGE

Je, soussigné Patrick PAYAN, certifie avoir procédé, du 20 octobre 2022 au 07 décembre 2022 inclus et en lieu et place réservés à cet effet, à la Préfecture des Bouches-du-Rhône, à l'affichage de l'avis d'enquête publique relatif à l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2022 portant ouverture et organisation, du 07 novembre 2022 au 07 décembre 2022, d'une enquête publique sur le projet d'établissement d'un plan de prévention des risques miniers et révision du plan de prévention des risques carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la commune de La Bouilladisse

Fait à Marseille, le 15 DEC. 2022

Pour le Préfet
Le Chef de Bureau de l'Utilité Publique
de la Concertation et de l'Environnement


Patrick PAYAN



LA BOUILLADISSE
DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHÔNE

CERTIFICAT D’AFFICHAGE

Je soussigné,

Nom : **MORALES**

Prénom : **José**

Fonction : **Maire**

Représentant : **commune de La Bouilladisse**

Certifie que l’avis d’enquête publique relatif à l’établissement d’un plan de prévention des risque miniers et carrières souterraines de pierre à ciment sur le territoire de la Commune de La Bouilladisse a été affiché du 20 octobre au 7 décembre inclus

- **En Mairie**, Hôtel de Ville, place de La libération 13720 La Bouilladisse ;

Certificat établi pour servir et valoir ce que de droit.

A La Bouilladisse,

le 09/12/2022

le Maire,

José MORALES

Compte rendu Réunion de travail

au siège de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer

- Date :** - le 15 décembre 2022 de 10 h à 12 h
- Objet :** - Remise du procès-verbal de Synthèse
- Bilan de l'enquête publique (Gardanne et La Bouilladisse)
- Présents :** - Mr GASTAUD G. Chef de Pôle
- Mr TERRAMORSI S. Adjoint
- Mr TORRENS S. Chargé d'études
- Mr PEPE J.C. Commissaire enquêteur pour la Commune de Gardanne
- Mr RECEVEUR J. Commissaire enquêteur pour la Commune de La Bouilladisse

Le Procès-verbal de Synthèse relatif à l'enquête publique sur la Commune de La Bouilladisse, daté du 15 décembre 2022, a été remis au Maître d'Ouvrage.

Echanges techniques :

- Le commissaire enquêteur avait posé deux questions au Maître d'Ouvrage :
 - o L'une concernant deux courriers des P.O.A. (3 décembre 2022, Chambre d'Agriculture et Conseil Départemental)
 - o L'autre concernant la liaison P.L.U.I. et P.P.R.M.
- Une habitante de La Bouilladisse s'est présentée à la permanence du commissaire enquêteur le 7 décembre 2022 et a posé une question,
- Quatre habitants de La Bouilladisse ont posé des questions par courriers électroniques déposés sur le Registre dématérialisé.

La D.D.T.M. a apporté les réponses adéquates à toutes ces questions.

- Les échanges entre les participants se sont poursuivis très largement :
 - o Sur le déroulement de l'enquête,
 - o Sur la participation des habitants.A ce sujet, en ce qui concerna la Commune de La Bouilladisse, le commissaire enquêteur a exprimé ses regrets quant au faible affichage d'information sur la tenue de l'enquête dans la commune, ce qui pourrait expliquer la faible participation de la population à cette dite enquête.

Le commissaire enquêteur,

Joseph RECEVEUR

Joseph RECEVEUR
301, Chemin de La Perussonne

13400 AUBAGNE
Tél : 06 07 10 39 15

Email : jran860@orange.fr

**Commissaire-enquêteur chargé de l'
Enquête E22000071/13**

Aubagne, le 3 décembre 2022

Monsieur le Directeur de la
D.D.T.M. des Bouches-du-Rhône
Service Urbanisme/Pôle Risques
16, rue Antoine Zattara

13332 MARSEILLE Cedex 3

Objet :

Avis des Personnes et Organismes Associés

Monsieur le Directeur,

En application de l'article R562-7, version en vigueur depuis le 8 juillet 2009, vous avez été saisi par deux organismes en vue de la mise en place du projet de P.P.R. Minier et carrières souterraines de la Commune de la Bouilladisse :

- La Chambre d'agriculture, en date du 8 décembre 2021,
- Le Conseil Départemental des Bouches-du-Rhône, en date du 17 décembre 2021.

Ces deux organismes ont émis des observations, des questionnements et des réserves qui sont apparemment restées sans réponse.

Afin d'instruire en connaissance de cause mon rapport, il me serait utile de connaître votre position sur ces différents points.

Autre question :

Tout récemment, au cours de l'Enquête Publique du Pays d'AUBAGNE et de l'ETOILE en vue de la mise en place du **P.L.U. Intercommunal**, de nombreuses observations et réserves ont été exprimées par les Personnes et Organismes Associés (Conseil départemental, etc...) quant à son application en l'état.

Dans le cas d'une conclusion négative de la part de la Commission d'Enquête et d'une décision réservée de Monsieur le Préfet des Bouches-du-Rhône, quelles en seraient les répercussions sur la mise en place du P.P.R.M. sur la Commune de La Bouilladisse.

Nous pourrions également échanger sur ces sujets lors de notre réunion post-enquête du jeudi 15 décembre 2022.

Dans l'attente de vous lire,

Bien cordialement,


Joseph Receveur

P.S. : Je profite de ce courrier pour vous redire que j'ai apprécié la qualité de la réunion du 14 octobre 2022, préparatoire à l'enquête, et du dossier que vous m'avez remis à cette occasion.

TERRAMORSI Serge - DDTM 13/SUR/PR/UMTS

PPRM La Bouilladisse

à : jran860@orange.fr

cc : LANGUMIER Julien (Chef de service) - DDTM 13/SUR, GASTAUD Clément - DDTM 13/SUR/PR,
TORRENS Serge - DDTM 13/SUR/PR/UMTS

Bonjour Monsieur,

Suite à votre courrier en date du 3 décembre (reçu ce jour), vous trouverez ci-dessous les réponses de la DDTM :

1/ Concernant les observations émises par la Chambre d'Agriculture et le Conseil Départemental sur le projet de PPRM, nous vous avons déjà envoyé par messagerie en date du 24/10/2022, le daté du 20/10/2022, à votre destination, ci-joint, qui apportait les réponses de la DDTM à ces observations.

2/ Pour le PLUi, en cas de conclusion négative de la Commission d'Enquête, le PPRM serait naturellement annexé au PLU communal et non au PLUi (comme avant la mise en place des PLUi)

En espérant avoir répondu à vos interrogations, dans le cas contraire, n'hésitez pas à nous recontacter par messagerie ou par courrier

Bonne journée

Bien cordialement

—
Serge TERRAMORSI

Adjoint Pôle Risques

Service Urbanisme Risques/Pôle Risques

Unité Risques Géologiques

16, rue Antoine ZATTARA 13332 MARSEILLE CEDEX 3

Tel : +33 491285456



Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône

Le chef
L'adjoint
L'administrateur

Pour l'envoi de fichiers (jusqu'à 1 Go) : <http://melanissimo.developpement-durable.gouv.fr/>

Pièce jointe (1)

- DDTM_Reponses_Observations_POA_PPRM_LaBouilladisse.pdf (1 MB)



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône**

Service/Bureau

Affaire suivie par : Serge Terramorsi /Serge Torrens

Marseille, le 20/10/2022

le Chef du Pôle Risques

à
M. Joseph RECEVEUR
(commissaire enquêteur)

Objet : Réponses aux avis exprimés lors de la phase de consultation du Plan de Prévention des Risques
Miniers/Carrières de la commune de La Bouilladisse
P.J : avis POA

Avis POA du Conseil Départemental

Réponse de la DDTM au courrier du Conseil Départemental daté du 17 décembre 2021 :

Les infrastructures routières sont autorisées dans toutes les zones réglementées du Plan de Prévention des Risques sous condition (réalisation d'une étude géotechnique définissant les dispositions constructives garantissant une tenue pérenne, la stabilité des ouvrages et la sécurité des personnes en cas de survenance d'un aléa minier ou carrière).

Toutefois, en zone Violet, s'ajoute l'obligation de démontrer l'impossibilité d'une implantation alternative.

L'élaboration du diagnostic prescrit pour les concessionnaires de réseaux s'applique aux exploitants d'un service, destiné au public, d'assainissement, de production ou de distribution d'eau pour la consommation humaine, d'électricité ou de gaz et aux opérateurs des réseaux de communications électroniques ouverts au public ainsi qu'aux maîtres d'ouvrages et exploitants d'ouvrages routiers, ferroviaires ou fluviaux.

En effet, le règlement prescrit ce diagnostic à tous les gestionnaires de réseaux y compris routiers mentionnés par les articles L. 732-1 et L. 732-3 du Code de la Sécurité Intérieure.

Toutefois s'agissant des catégories d'ouvrages routiers devant garantir aux services de secours la disposition d'une capacité suffisante de communication radioélectrique mentionnées à l'article

L.-732-3 du Code de la Sécurité Intérieure, cette obligation ne s'applique qu'aux ouvrages souterrains, donc ne concerne pas les routes départementales si elles sont en extérieur.

Avis POA de la Chambre d'Agriculture

Réponse de la DDTM au courrier de la Chambre d'Agriculture daté du 8 décembre 2021 :

1/ Serres et tunnels

Dans le projet de règlement du PPR, les serres et tunnels ne nécessitent pas de réaliser une étude. Seuls les projets suivis de trois étoiles bleues *** sont soumis à étude. La création de serres et de bi-tunnels agricoles ne devrait donc pas être soumise à des prescriptions.

Toutefois, nous avons écrit au paragraphe concernant les prescriptions que:
"Pour les projets autorisés à l'article (autorisations)...., sont prescrites les conditions suivantes de réalisation, utilisation, exploitation"
>>> Ce qui inclut tous les projets autorisés et, est donc en contradiction avec ce qu'indiquent les 3 étoiles bleues.

De ce fait, la solution que nous envisageons (pour plus de clarté) consiste à scinder les paragraphes des autorisations (de toutes les zones réglementaires) en 2 paragraphes:

- un premier paragraphe sur les autorisations sans conditions,
- un second paragraphe sur les autorisations avec conditions (qui renverrait vers le paragraphe des prescriptions).

Dans le paragraphe sur les autorisations sans conditions, on y inclurait donc les serres et tunnels agricoles.

C'est ce que nous avons fait pour les 4 premiers PPR miniers approuvés.

2/ niveau de performance des bâtiments fonctionnels agricoles

La prévention des risques concerne bien évidemment la sécurité des personnes mais également les biens matériels (coût de ces derniers).

Nous considérons donc que le niveau de performance des bâtiments fonctionnels agricoles est adapté (niveau N3) puisque il permet un "endommagement limité" des structures et ne remet pas en cause la stabilité de ces derniers (pas d'effondrement) et donc la sécurité de ses occupants.

Pour information, le niveau N3 (dommages appréciables) :

1. fissures légères visibles de l'extérieur,
2. les portes et fenêtres sont coincées
3. rupture possible de canalisations.

Par contre, les niveaux N4 et N5 correspondent à des niveaux d'endommagement sévères ou très sévères sur les structures du bâti pouvant remettre en cause la stabilité du bâti (effondrement possible) et donc la sécurité de ses occupants.

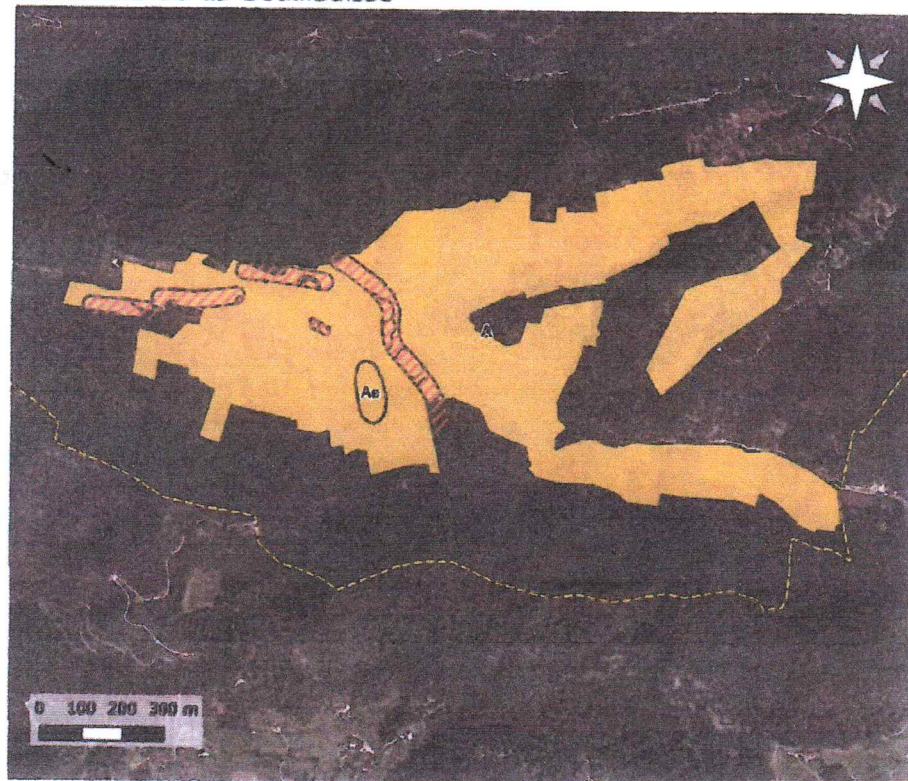
Enfin, il faut rappeler que, pour ces dommages d'origine minière, l'État est garant de leur réparation.

3/ pratique de l'écobuage

La zone agricole des Pinchiniers est en effet impactée par des zones d'aléa échauffement.

Zones agricoles exposées aux aléas Echauffement minier

Commune de La Bouilladisse



PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE

Direction
Départementale
des Territoires
et de la Mer

Légende

- Zone d'aléa échauffement
- Zone agricole exposée
- Limites communales
- Administratif**
- Limites communales

L'emploi de feu et l'écobuage représentent un risque trop important de combustion, d'incendie (très difficile à maîtriser) des zones d'aléa échauffement (terrils ou zones de dépôts et zones d'affleurement des couches de charbon) et ne peuvent donc être autorisés.

L'Adjoint au Chef du Service Urbanisme et Risques
Le Chef du Pôle Risques

Clément GASTAUD

M^d N. V.

Parcelle BK 399, BK 402 la Bouie

Del.

Suite à l'enquête publique, je me suis présentée
pour connaître les risques liés aux risques miniers
ayant constaté des fissures à mon domicile
sur sap.

J.R.

Boîte de Réception

De :

Objet : demande renseignements risque d'affaissement.

Envoyé le : 05/12/2022 09:35:04

À : pprmc-labouilladisse@registredemat.fr

Bonjour Monsieur

Je réside à la Bouilladisse, : 13 720 .

Parcelle BE N°24 pour 07 a 08 Ca.

Pourriez vous éventuellement ; si c'est le cas me faire connaître , la présence de risque d'affaissement, du à la présence de galeries souterraines, ayant servi à l'exploitation minière.

Dans l'attente veuillez croire à mes salutations distinguées

De :

Objet :

Envoyé le : 05/12/2022 19:17:54

À : pprmc-labouilladisse@registredemat.fr

Bonjour

J'habite le Bouilladisse, sur la parcelle AK12, j'aimerais connaître les risques miniers et carrières souterraines puisque je constate des fissures à l'intérieur de mon habitation.

Merci pour votre retour

Cordialement

De :

Objet : Demande d'information parcelle La Bouilladisse

Envoyé le : 07/12/2022 09:57:15

À : pprmc-labouilladisse@registredemat.fr

Bonjour,

Désolé je m'y prends peut-être un peu tard, mais j'habite à La Bouilladisse sur la parcelle AI0206 et je souhaiterais savoir quels sont les risques miniers ou de carrière souterraine pouvant affecter ma propriété.

Merci d'avance de votre réponse.

Cordialement,

De .

Objet : Demande de renseignement Famille

Envoyé le : 07/12/2022 09:29:48

À : pprmc-labouilladisse@registredemat.fr

Bonjour Madame/Monsieur,

Je me permets de vous contacter car j'habite
précisément parcelles AC 326 et 329 (cf. pièce jointe).

à la bouilladisse, plus

Je souhaiterais avoir des informations concernant votre enquête en cours. Quel est son objectif ? est-ce en
relation avec le nouveau PLUI ?

Egalement, quels sont les risques miniers, cavités souterraines, affaissement et autres associés à notre parcelle
et pouvant affecter notre propriété ?

En terme d'agrandissement futur et contraintes à prendre en compte, quelles seraient les implications ?

Désolé, je ne peux pas me déplacer pour vous rencontrer ce jour.

Encore merci pour les informations,

Bonne journée,

Cordialement,



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ANNEXE N° 17

**Direction départementale
des Territoires et de la Mer
des Bouches-du-Rhône**

Service/Bureau

Affaire suivie par : Serge Terramorsi /Serge Torrens

Marseille, le 13/12/2022

le Chef du Pôle Risques

à

M. Joseph RECEVEUR
(commissaire enquêteur)

Objet : Réponses aux avis/observations exprimés lors de la phase d'enquête publique du Plan de Prévention des Risques Miniers/Carrières (PPRmc) de la commune de La Bouilladisse
PJ : Observations du public

Demande de renseignement sur le risque minier présent sur la parcelle BE24

Réponse de la DDTM :

Aucun aléa minier n'a été identifié par GEODERIS sur la parcelle BE24.

Enquete Publique PPRmc LA Bouilladisse



Légende
aléa
Administratif

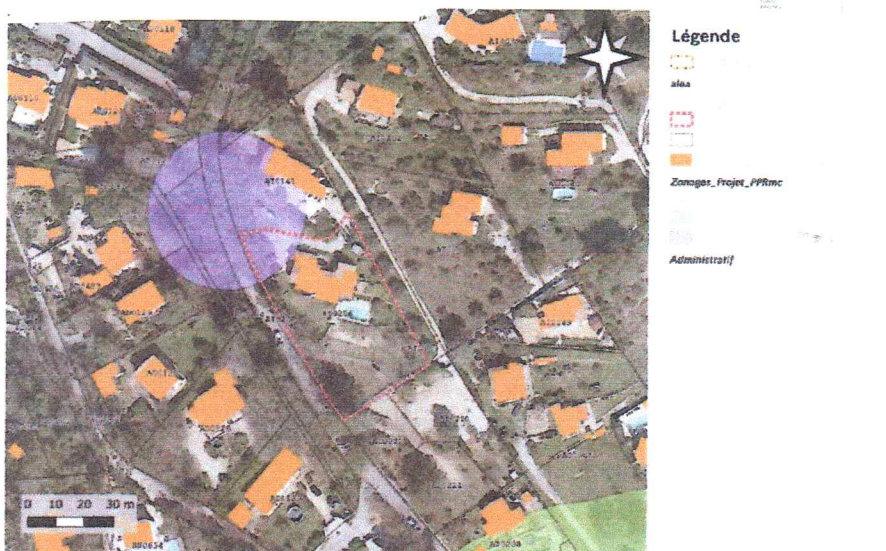
**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

Demande de renseignement sur le risque minier présent sur la parcelle AI206

Réponse de la DDTM :

La parcelle AI206 est en partie en zone Violet du projet de Plan de Prévention des Risques (PPRmc) correspondant à un aléa effondrement localisé lié à un ouvrage débouchant au jour et en grande partie hors zonage PPRmc. La zone Violet n'est pas constructible, la zone hors PPRmc n'est pas réglementée par ce dernier.

Enquete Publique PPRmc La Bouilladisse



Pour plus de précisions, se reporter au règlement du PPR.

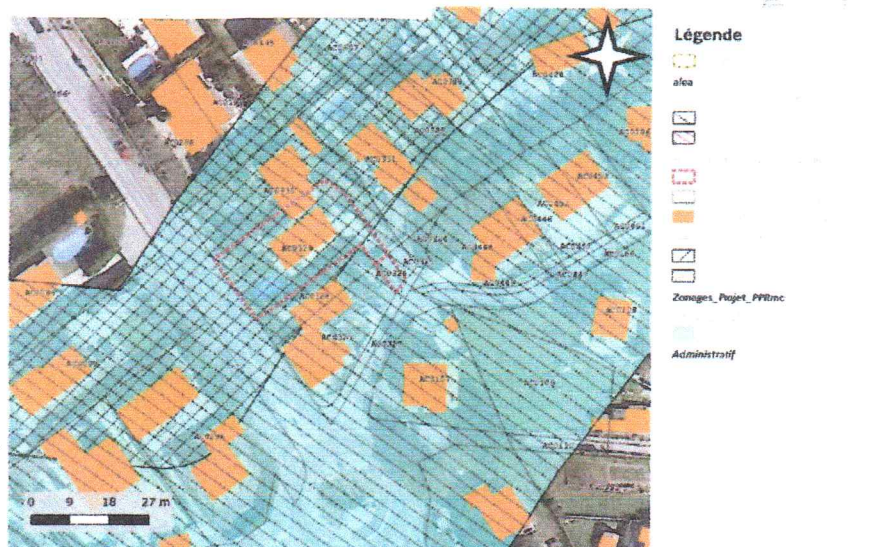
Objectif de l'enquête publique ?

Relation avec le nouveau PLUi ?

Demande de renseignement sur le risque minier présent sur les parcelles AC326, AC329 ?

Constructibilité ? Contrainte ?

Enquete Publique PPRmc La Bouilladisse



Réponse de la DDTM :

L'enquête publique a pour objet d'assurer l'information et la participation du public et de recueillir l'avis du public sur le projet de Plan de Prévention des Risques.

A cet effet, les documents constitutifs du Plan, un registre papier et dématérialisé sont mis à disposition du public. De plus, un commissaire enquêteur désigné par le président du tribunal administratif reçoit le public pendant l'enquête publique aux lieux, jours et heures prévues par arrêté préfectoral (permanences).

A l'issue de l'enquête publique, le projet de Plan de Prévention des Risques peut être modifié par le service instructeur (DDTM 13/DREAL PACA) sur la base du rapport de l'enquête publique et des avis recueillis.

Une fois le PPR approuvé, Il entre dans la liste des servitudes d'utilité publique affectant les sols et en tant que tel, il doit être annexé aux documents d'urbanisme (PLU ou PLUi). Les règles les plus contraignantes entre ces deux documents s'appliquent.

Les parcelles AC326 et AC329 se situent en zone Bleu B1 exposée aux aléas effondrement localisé lié aux travaux souterrains et échauffement. Les projets autorisés sont listés en page 43 du projet de règlement du PPR soumis à enquête publique. Les projets autorisés en zone Bleu (par exemple construction ou extension de maison individuelle) doivent respecter les prescriptions inscrites au paragraphe II.4.b du projet de règlement : en particulier, la réalisation d'une étude prenant en compte les aléas présents au droit du projet et définissant les modalités de construction du bâti ainsi que leurs mises en œuvre. Les objectifs de performance à atteindre par le projet sont définis dans ce même paragraphe du règlement.

Pour plus de précisions, se reporter au règlement du PPR.

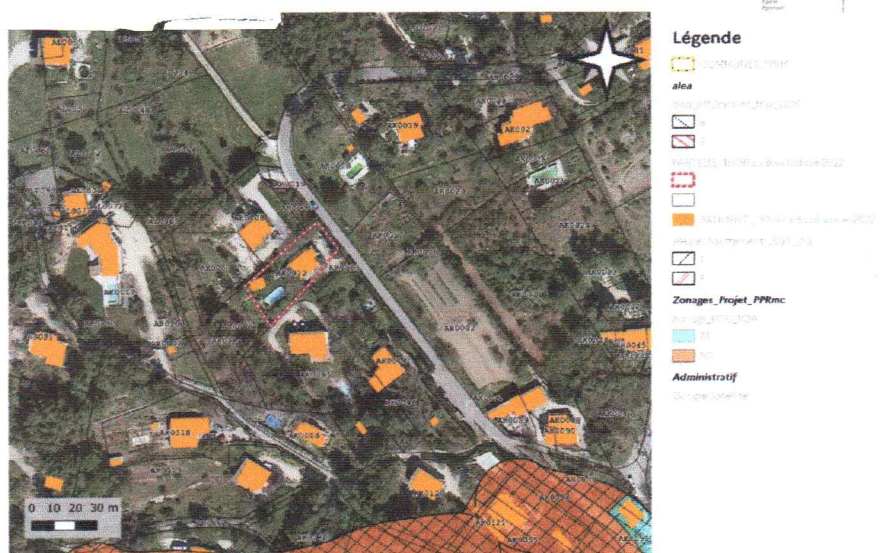
Demande de renseignement sur le risque minier présent sur la parcelle AK12

Présence de fissures à l'intérieur de l'habitation

Réponse de la DDTM :

Aucun aléa minier n'a été identifié par GEODERIS sur la parcelle AK12.

Enquete Publique PPRmc La Bouilladisse



Toutefois, l'habitation présente au droit de la parcelle AK12 se situe en zone B2 du PPR retrait gonflement des argiles de votre commune. Il est donc possible que les fissures constatées soient la conséquence de ce phénomène (mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols). Le phénomène de retrait-gonflement a été intégré au régime des catastrophes naturelles. A ce titre, les dommages qui lui sont attribués sont susceptibles d'être indemnisés par les assureurs dans le cadre du dispositif Cat-Nat.

BK402

Présence de fissures au sol du domicile.

Origine minière ? Si oui, quels sont les moyens de recours et auprès de quel organisme ?

Enquete Publique PPRmc La Bouilladisse



Réponse de la DDTM :

Aucun désordre d'origine minière n'a été identifié sur ce secteur. Toutefois, l'habitation présente au droit des parcelles BK399 et BK402 se situe en zone B1 du PPR retrait gonflement des argiles de votre commune. Il est donc possible que les fissures constatées soient la conséquence de ce phénomène (mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols). Le phénomène de retrait-gonflement a été intégré au régime des catastrophes naturelles. A ce titre, les dommages qui lui sont attribués sont susceptibles d'être indemnisés par les assureurs dans le cadre du dispositif Cat-Nat.

La loi du 30 juillet 2003 a confié au FGAO, dans un objectif d'accélération de la procédure, une mission de pré indemnisation des particuliers propriétaires victimes de dommages immobiliers d'origine minière sur les immeubles occupés à titre d'habitation principale, survenus à compter du 1er septembre 1998. Cette mission permet d'éviter une procédure contentieuse (généralement longue) contre un ancien responsable minier.

Principes d'intervention du FGAO

- Pré indemnisation rapide, limitée à 400 000 €
- Intervention dans les 3 mois à compter de la remise du descriptif des dommages si l'origine minière du dommage est confirmée
- Toutefois, le Fonds ne se substitue pas au responsable de l'indemnisation des dommages
- le FGAOD n'intervient pas pour les collectivités, entreprises, commerces

PRÉFECTURE des Bouches-du-Rhône

COMMUNE de LA BOUILLADISSE

REGISTRE D'ENQUETE PUBLIQUE

relatif à _____

PRÉFECTURE DES B-D-R
Direction de la citoyenneté
de la loi et de
l'environnement

L'ENQUÊTE PUBLIQUE SUR LE PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UN PLAN DE PRÉVENTION DES
RISQUES MINIERS ET CARRIÈRES SOUTERRAINES DE PIERRE À CIMENT SUR LE TERRITOIRE
DE LA COMMUNE DE LA BOUILLADISSE.

Les informations recueillies dans ce registre sont susceptibles de faire
l'objet d'un traitement informatique et d'être publiées sur le site
internet de la Préfecture dans le cadre de la procédure d'enquête
publique requise en application du code de l'environnement.
Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978
modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux
informations qui vous concernent.

ENQUETE RELATIVE
AU

PREFECTURE DES B-D-R.
Direction de la citoyenneté
de la légalité et de
l'environnement

— PROJET D'ÉTABLISSEMENT D'UN PLAN DE PRÉVENTION DES RISQUES MINIERS ET
CARRIÈRES SOUTERRAINES DE PIERRE À CIMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNE DE
LA BOUILLADISSE.

En exécution de l'arrêté du 22 JUILLET 2020 le Préfet,

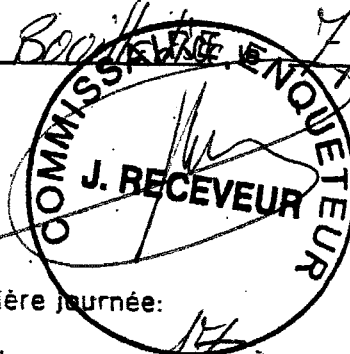
de la Région Provence, Alpes, Côte d'Azur et du département

des Bouches-du-Rhône, je, soussigné,

M RECEVEUR Joseph

ai ouvert, ce jour, le présent registre coté et paraphé, contenant 8 feuillets, pour recevoir
durant un mois pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux, les obser-
vations du public.

La Bouillade 7/09/2022



Première journée:

Le 7 Novembre 2022 de 14h heures à 17 heures

1^{re} Observations de M. _____

Le 7 DECEMBRE 2022 à 17 heures

Le délai d'enquête étant expiré.

Je, soussigné, RECEVEUR Joseph
Commissaire Enquêteur désigné le 7/09/2022
pour mener à bien l'ENQUÊTE Publique à la Bouilladine

declare clos le présent registre qui a été mis à la disposition du public pendant un mois

du 07/11/2022 au 07/12/2022

durant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des bureaux.

Les observations ont été consignées au registre par 1 personnes

(pages N°s 2)

En outre, j'ai reçu Quatre (4) courriels
lettres ou notes écrites qui sont annexées

au présent registre:

1° Lettre en date du 05/12/2022 de M. Thierry ESCUDIER

2° Lettre en date du 05/12/2022 de M. Muriel HERVEL

3° Lettre en date du 07/12/2022 de M. Christophe DASSOUÏER

4^{ème} courriel du 07/12/2022 de M. GUILLAUME PECH

A. La Bouilladine.

le 07/12/2022.



J.R.